

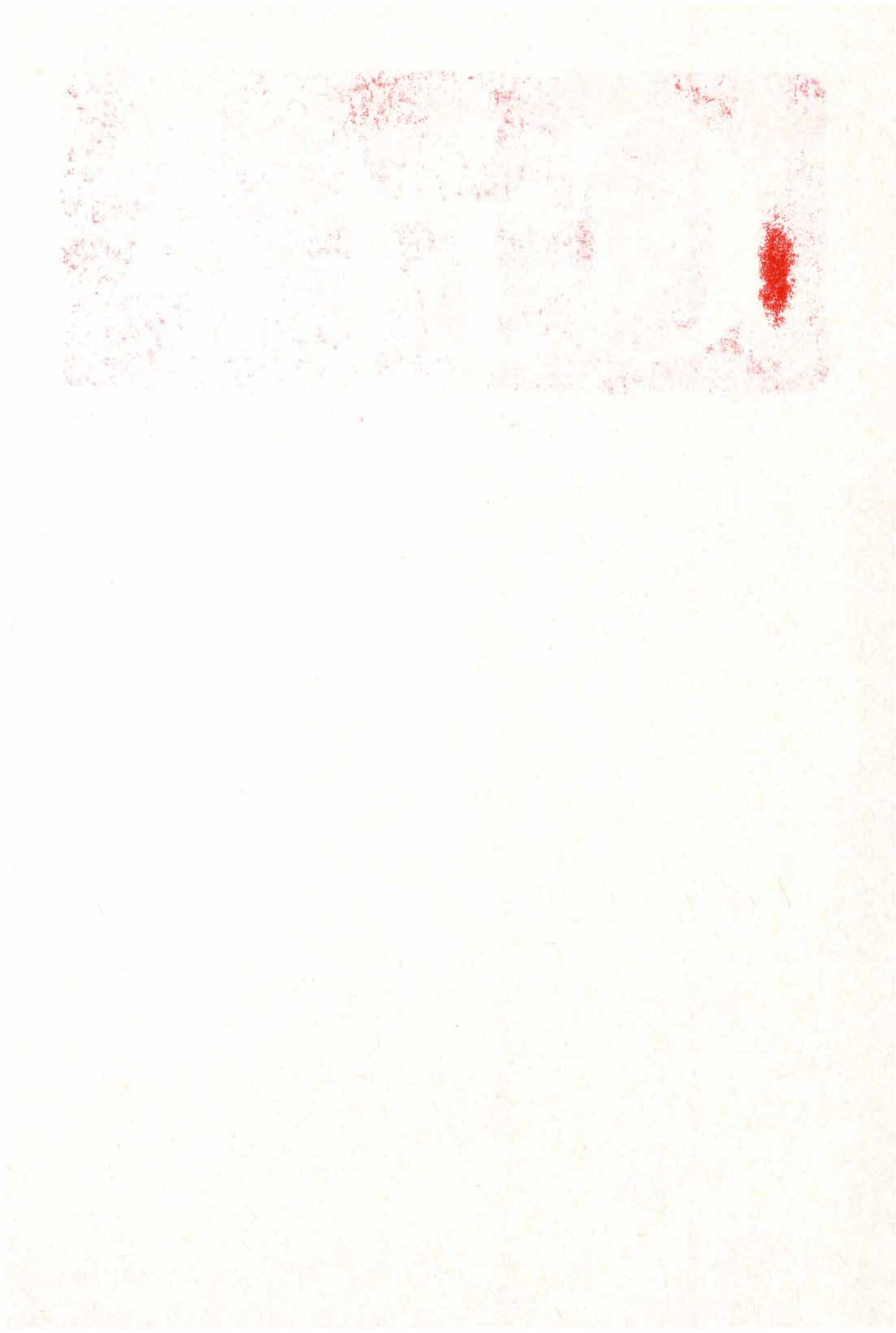
Cité

N° 25 - 35 F

Revue de la Nouvelle Citoyenneté

Variations sur
LA FRANCE





SOMMAIRE

N° 25 - Printemps 1991 - ISSN 0756-3205 - Com. paritaire N° 64853

DOSSIER « Qu'est-ce que la France ? »

- Editorial..... 3
- État d'âme par Yves La Marck 5
- Le lieu français : Figure ? Etre ? par Martin Hybler 11
- De l'exil au royaume par Luc de Goustine..... 15
- La France ou l'esprit du droit par Patrick Louis 21
- De la France par Axel Tisserand 25
- Éloge de l'anti-France par Pierre-Paul Zalio 33
- Elle vit ! par Bertrand Renouvin 37
- La France, le France et les toits par Rémy Talbot..... 43

MAGAZINE

- De Gaulle et Saint Bernard par Jacques Berlioz 47
- Abîmes roumains par Guillaume Kopp 51
- Revue des revues : Télévision et déontologie par
B. La Richardais 57
- Revues reçues..... 63

Directeur de la publication : Yvan AUMONT

Imprime par nos soins, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Comité de Rédaction :

Ph. CAILLEUX, A. FLAMAND, L. de GOUSTINE, P. LE ROUÉ, P. LOUIS,
B. RENOUVIN, P.-P. ZALIO.

Publié avec le concours du Centre National des Lettres

ABONNEMENT

Pourquoi s'abonner à «Cité» ?

♦ *Pour se cultiver*

«Cité» se veut un moyen d'information intellectuelle et de débat. Par nos entretiens et nos chroniques nous tentons de vous faire découvrir des horizons nouveaux et de vous donner des arguments pour les discussions qui sont les vôtres. Par la grande diversité des sujets abordés et par sa forme synthétique, «Cité» se veut accessible à tous nos amis.

♦ *Pour la liberté d'expression.*

«Cité» se veut aussi la tribune de talents nouveaux et de sensibilités proches de la nôtre.

♦ *Pour une meilleure gestion.*

Comme vous avez pu le remarquer certains numéros de notre revue ont été rapidement épuisés. Cela est dû à la difficulté pour nous d'ajuster le tirage à des ventes au numéro imprévisibles. Pour nous aider à mieux prévoir le nombre d'exemplaires à imprimer et nous assurer des recettes financières régulières, nous avons besoin de votre abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à «Cité», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
réglement à l'ordre de «Cité», C.C.P. 23 982 63 N Paris

NOM / Prénom :

Adresse :

.....
souscrit un abonnement

☐ Normal pour un an (4 numéros) : 125 F

☐ Soutien pour un an (4 numéros) : 200 F

☐ Normal pour deux ans (8 numéros) : 235 F

☐ Tarif étranger un an (4 numéros) : 150 F (plus surtaxe aérienne éventuelle 22 F)

Éditorial

Chacun le sait : *Cité* est tout le contraire d'une revue de cénacle. Par plaisir et par vocation, elle accueille dans chacun de ses numéros celles et ceux dont l'oeuvre accomplie ou la recherche en cours permettent de mieux comprendre le monde où nous vivons, parfois de préparer les décisions qui viendront modifier en quelque point son cours.

Il en va autrement pour ce numéro, et pour celui-ci seulement. Pas de repli ni de changement de conception. L'équipe de la revue a simplement décidé d'aborder elle-même un thème qu'elle s'est donné, et qui n'est pas le plus simple.

Quand Luc de Goustine a proposé que chacun écrive sur « La France », l'idée a provoqué ce qu'on appelle à l'Assemblée nationale des mouvements divers d'approbation plus ou moins enthousiaste, d'inquiétude et de refus. Beau défi en effet, mais risques considérables. Tous, nous étions exposés aux déclamations solennelles, aux commentaires plus ou moins inspirés des « grands textes », aux niaiseries cent fois entendues - et à celles que nous pourrions inventer.

Au fil de la discussion, la nécessité de l'épreuve s'imposa malgré tout. Il fallait bien que nous nous disions, les uns aux autres autant qu'à nous-mêmes, ce qu'il en était de notre relation avec la France. C'est bien la moindre des choses quand on écrit dans la « revue de la nouvelle citoyenneté »... Citoyens, mais de quoi ? Français, mais comment ? A quoi bon la France ? Questions sans réponse immédiate et peut-être sans réponse exprimable. Risque de la copie blanche, du numéro vide, d'un échec qui n'aurait pas été seulement technique.

Il fallut se mettre à la tâche, avec pour seule consigne de dire sa

ÉDITORIAL

relation personnelle à la France - ce qui interdisait toute concertation et tout regard sur les autres articles. Travail solitaire, dans l'angoisse de la banalité et du ridicule avec, au moins pour quelques uns, la tentation de la fuite. Faire semblant, mais parler d'autre chose, en reliant vaguement des thèmes familiers au « sujet »...

Malgré tout, ce numéro est publié. Notre fierté tient à ce seul constat. Le pari est tenu parce que les articles ont été rédigés, parce que chacun a répondu à la question posée. Mais nous ne saurions juger du résultat, ébaucher une « doctrine » commune ou tenter une synthèse. Comme nous le souhaitions, les approches sont personnelles. On devine des situations et des expériences fort différentes. On observe une grande diversité de cultures et de références. On sera surpris de constater, chez certains, le refus de l'enracinement ou l'indifférence au passé. Il ne sera sans doute pas difficile de relever des contradictions, y compris entre ceux que l'on sait compagnons dans les luttes politiques. Et peut-être croira-t-on découvrir, dans un même article, une incompatibilité entre la relation personnelle à la France et l'engagement par ailleurs proclamé...

Nous ne chercherons pas à expliquer ces approches, toujours différentes, peut-être divergentes, à résoudre des « contradictions » au moins apparentes, à rétablir une cohérence. Serait-ce par incapacité ? Trois motifs nous incitent à laisser ce numéro en l'état :

- D'abord le respect d'une diversité qui entre dans la définition même de la France. Depuis qu'elle existe, aucune formule n'est parvenue à l'exprimer exactement, et nos modestes apports s'inscrivent dans cette recherche nécessaire d'une « identité » qui ne sera jamais tout à fait trouvée.

- Ensuite l'impression que ces divers articles ont des liens implicites, des relations qui ne tiennent pas seulement à un engagement et à un projet communs. L'impression est à confirmer et, en ce cas, la nature de la relation resterait à établir. Nous nous garderons d'anticiper...

- Le dernier motif est plus ordinaire. Une revue est faite pour donner à penser, et non pour indiquer la bonne solution ou pour présenter la vraie doctrine. Telle est notre ambition permanente. Elle suppose que les questions demeurent ouvertes - à plus forte raison lorsqu'elles concernent la France.

CITÉ

État d'âme

« *La France, je l'habite, je la vis.* » A un Français de l'étranger, soit qu'il réside hors de l'hexagone, soit que par vocation et par attention constante il passe son temps à traiter de politique extérieure, manque cette perception quasiment charnelle, ce frissonnement, cet instinct. Il n'est pas non plus représentatif car l'expatriation n'a jamais concerné qu'une poignée de Français, les quelques arpents de neige du Canada, les huguenots, et, à titre temporaire, des philosophes, les émigrés, les membres des familles ayant régné sur la France, les opposants à l'Empire, les Communards et les Français libres. Les Français habitent leur terre, enracinés, volontiers sédentaires, et aiment qu'on leur parle de la France, ce qu'on ne fait jamais assez à leur gré.

Le regard des autres sur nous voit ce que nous ne voyons pas parce que nous le vivons. On ne peut pas être au balcon, dit-on, et se regarder passer dans la rue. Les étrangers qui vivent chez nous, qu'ils l'aient choisi ou non, nous renvoient une image qui doit être prise en compte mais qui dépend du miroir qu'ils nous tendent. Le Français du dehors, réciproquement, véhicule, lui aussi, une représentation faussée de la France et des Français, exaltée par l'éloignement dans l'espace et le souvenir dans le temps, une forme d'utopie française, un modèle abstrait dont il voudrait qu'à l'étranger et en France même, on le tienne plus en considération, ce qui réagit sur l'opinion contrastée qu'il se fait

YVES LA MARCK

de ses compatriotes. Or ce modèle tient largement à une Histoire qui, pour l'étranger, est d'abord celle de ses contacts, glorieux ou désastreux, avec une France dont l'image qu'il s'en fait aujourd'hui est le prolongement naturel en bien et en mal.

Nombre de Français de France partagent cette frustration de l'Histoire qui a soutenu à travers les siècles la flamme de l'indépendance nationale et la passion du rang, qui a plébiscité la politique étrangère du général de Gaulle et interdit qu'on y porte atteinte, tout au plus qu'on l'infléchisse si les circonstances l'obligent. On s'impatiente devant celles-ci et on va chercher ailleurs, qui chez Reagan, qui chez Mme Thatcher, qui au Japon, les secrets d'une réussite qui nous échapperait, d'un mal français qui chez d'autres viendrait de ce que nous ne sachions pas vivre entre nous, en suédois ou en suisses.

Est-ce notre faute ou celle des circonstances si la décennie 80 a été marquée pour la France par la tranquillité plutôt que par la force, si le nord-sud qui a dominé les années 70, années de révoltes, si la geste gaullienne des années 60 avec l'acquisition de la force atomique, si la sortie de l'après-guerre des années 50, années de libération, bref si les « trente glorieuses » ont achevé leurs effets, et si les années 80 furent celles des O.P.A., du Big Bang des places financières, années de l'ordinateur-roi, où les grands groupes français furent partie prenante, mais où la France comme telle n'a plus constitué une idée-force ou un porte-emblème ?

La France a continué de jouer un rôle qu'elle s'invente au jour le jour - car personne ne le fait pour elle ni à sa place - à la jointure des continents en dérive, entre des déséquilibres toujours croissants. Elle préserve sa différence, elle dit le droit, elle s'interpose, elle a des amitiés partout. Le discours et la pratique diplomatiques se maintiennent avec la mention honorable. L'observateur - parfois en se forçant un peu - trouve toujours matière à commentaire, à critique et à proposition dans la politique étrangère de son pays. Mais on a raison de le « sommer de s'interroger » : et la France dans tout cela ?

La France est supposée, elle est sous-entendue, elle est présente mais dans l'inconscient, dans le non dit. Ne viendra-t-il pas le moment où il lui faudra se découvrir, où elle aura à choisir, à prendre et à jeter, à agir par et pour elle-même, où elle devra donc savoir ce qu'elle veut, partant ce qu'elle est ?

La France ne se décrète pas ni l'Histoire. Tout au plus tire-t-on ou non profit de fenêtres d'opportunités qui sont ouvertes de temps à autre. S'il n'y en a pas eu pour nous au cours des années 80, qu'y faire sinon risquer le ridicule de la démesure et de l'emphase ? L'Histoire, cependant, a redémarré en force à la fin de 1989. Pas en France, dira-t-on, mais en Europe de l'est, c'est ce qui a conduit de tous temps des Français à se porter là où ils décelaient l'Histoire « se faisant », en Russie en 1917, en Espagne en 1936, voire partout où il y avait une cause à défendre même si elle ne nous concernait pas, en Bolivie en 1963, au Bangladesh en 1970. Souffrir avec ceux qui souffrent, participer au souffle d'une Histoire qui ne passe plus par la France, mais, au Chili, au Cambodge, en Israël, en Afghanistan, tel est le souhait de l'intellectuel engagé, du missionnaire, du journaliste, du diplomate, qui voudraient y entraîner la France comme telle.

« Épouser une grande querelle », comme disait de Gaulle, nous met à l'abri des sordides compromissions d'intérêts, matériels ou idéologiques, où s'abîment trop souvent selon nous les anglo-saxons, et, en général tous les autres. Ceci ne signifie pas cependant épouser les querelles qui n'appartiennent qu'à ceux qui meurent pour elles, ou celles qui sont universelles dans la mesure où chaque homme est l'Homme auquel s'adresse le droit humanitaire, la morale internationale et le patrimoine mondial. En revanche, croire que l'Histoire se fait et se fera toujours hors de France, parfois avec le souci respectable du consensus qui veut éviter à notre pays les drames, les tragédies, les guerres et les révolutions dont l'Histoire se nourrit, ou qui ne nous en fait plus capables, c'est aussi penser qu'il n'est possible de participer aux mouvements de l'Histoire que comme victime ou comme bourreau.

La question est double si la réponse doit être unique. Quelles sont les marques laissées par l'Histoire pour les Français d'aujourd'hui et donc quelles sont celles que l'Histoire laissera pour le Français à venir ? Qu'est-ce qui fait que la France est unique au monde, c'est-à-dire qu'elle aurait en propre parmi toutes les nations et qui soit suffisamment commun aux français, en quoi elle n'aurait pas encore été remplacée ?

Pour y répondre le politique s'effacera devant l'homme de culture. Le jugement sera exprimé en termes de civilisation, de style, dont subsistent finalement des oeuvres et au premier chef, une architecture. La Haute-Couture, jusqu'à la caricature, les Grands Travaux, au-delà

des controverses, sont les deux domaines situés à chaque extrémité de la durée dans lesquels la France - Paris - demeure présentement le foyer de la Création, qui attire les créateurs du monde entier. En outre, de Colbert à Pompidou - pour ne parler que des morts - les facultés créatrices du peuple, de la bourgeoisie et de l'aristocratie, celles de la science et de l'industrie ont été étroitement associées à celle des intellectuels et des artistes ce qui est suffisamment exemplaire parmi les grands pays. Un même souffle court de la tour Eiffel à Beaubourg et à l'Arche. Entre les deux un vide qui coïncide avec les deux guerres mondiales : l'Histoire en creux, la parenthèse vient de se refermer.

Ce n'est pas à dire que la France ne vait que comme musée ni que seul compte l'Art, d'où nous retomberions très vite dans une version améliorée de « la Terre et les Morts », de Barrès à Malraux. Au contraire, la France, dans ces créations, confère une forme au mouvement de l'Histoire générale, le rend concret, l'imprime dans la matière durable, ajoute à la nature, à la création originelle. Ainsi elle fait advenir l'Histoire. « Tout est Histoire » n'est vrai que pour l'historien de profession. Pour le monde, pour les hommes qui ont besoin d'un sens, il n'y a que par ces quelques formes que l'Histoire est tangible. En dehors d'elles, l'Histoire ignore ou elle demeure une Histoire locale, y compris l'Histoire de France.

On nous reproche parfois, à nous Français, de nous approprier les idées des autres, de nous attribuer le mérite de tout le bien du monde, ce qui est une forme de reconnaissance de cette capacité de transmutation des choses, laquelle va largement de pair, faut-il ajouter, avec celle d'intégration des hommes, dans une relation néanmoins complexe. Qu'en sera-t-il de la France dans les années 90 ? Ou, en d'autres termes, qu'est-ce qui va donner forme à la décennie dans le monde du Sida ou du renouveau religieux, de Tchernobyl ou de la liberté à l'Est ? La France intellectuellement parlant, peut effectivement faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre, quoiqu'elle fasse ou qu'elle ne fasse rien. Le politique devrait admettre qu'après la diplomatie armée et la diplomatie sceptique auxquelles nous avons fait allusion, le besoin se fait sentir d'une diplomatie visionnaire. Une chose est d'en prendre conscience autre chose est de définir une vision c'est-à-dire une éthique qui sera aussi une forme artistique, car, depuis Bergson, les choses se sont encore dégradées ou, si l'on préfère compliquées. Un état d'âme et non des états d'âme. En ce sens tout opinion que l'un ou l'autre pourrait avoir sur la question n'a

ÉTAT D'ÂME

rigoureusement aucun intérêt sauf pour soi-même. Chacun est supposé savoir ce à quoi il est personnellement attaché, ce pour quoi il est prêt à se battre. Ceci, toutefois ne dit rien sur la France et les Français. Je n'ai pas à enseigner l'une et les autres mais à me laisser enseigner par eux. La France et les Français sont et seront - en dehors de moi qui suis sujet, comme pour le Roi. Je ne peux pas faire qu'ils ne soient pas ou qu'ils soient autres. Seul l'homme de vision, politique ou artistique au sens large, a ce pouvoir.

Je ne prétends donc en rien - tel me paraît être le langage que, dans les circonstances présentes, peut tenir la France - trouver, inventer l'idée-force qui serait comme la lumière sur le monde et le « Christ des Nations », mais je suis certain de la reconnaître lorsqu'elle se présentera et, où qu'elle prenne naissance, de la faire reconnaître par le monde entier.

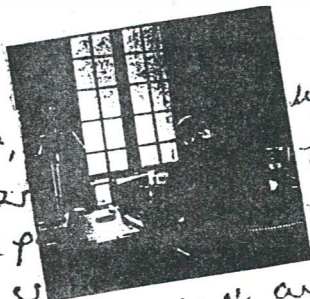
Y. LA MARCK

Philippe de Saint Robert

De Gaulle

Références

**Malraux, Mauriac, Montherlant
et autres textes**



En réalité,
cette robe si
jeune et si
douce est
comme un
ciel bleu
à l'horizon
d'un jour
d'été.
C'est la robe
de la jeunesse
et de l'été.
C'est la robe
de la jeunesse
et de l'été.
C'est la robe
de la jeunesse
et de l'été.

AUX EDITIONS GRECO

Commande à passer à *Cité* accompagnée du règlement
(prix franco 75 F)

Le lieu français : Figure ? Etre ?

Ma première réaction aux questions posées par « Cité » sur la France, sa nature et mon rapport à elle, fut une impression de confusion et, d'ailleurs, l'est toujours.

En effet, comment tracer des distinctions de « niveau » dans mon esprit quand s'y entremêlent clichés et expériences vraies ou prétendues telles, le banal et le profond, le très personnel avec le plus général ? Comment dire mon changement d'identité et surtout d'où le dire ?

Ce serait trop ou trop peu dire. Comment décrire une structure qui est à inventer ? Est-ce un lieu, une histoire ou encore une figure qu'il faudrait dessiner ? Ainsi, ce sont, inévitablement, les anecdotes qui défilent, débordent, bêtes, drôles, pénibles, les malentendus de plus en plus subtils, une sorte de kaléidoscope qui mélange tout.

N'est-ce pas justement l'idée du mélange en tant que tel qu'est susceptible de rendre un tel sentiment ? En cas de confusion, il est impossible de démêler ce qui vient de l'intérieur de ce qui fait partie de la discontinuité extérieure. Enfin, l'identité apparaît ainsi paradoxale-ment comme affaire de mélange : à combien pour cent suis-je encore Tchèque et à combien pour cent déjà Français ? ou Limousin ?

La réalité du « mélange » (ou des mélanges parce qu'il en y a toujours plusieurs) ne se dit pas ici d'un menu de variétés en vrac, apprêtées au goût du jour, mais en un sens plus intimement ambigu, osmotique, propre peut-être à la nature de notre être même.

Revient toutefois toujours la même question : comment le saisir et

MARTIN HYBLER

le dire. Au risque du superficiel, je ne vois en ce moment d'autre solution que de le mélanger et de le regarder (et goûter) ce qui en sortira. Remuer le « sédiment » et le faire surgir à la surface. Une méthodologie de la soupe.

Dans cette logique, je parlerai en premier lieu de langage. Non dans le sens personnel de l'expérience vécue du passage et du décalage, de l'apprentissage qui s'avère perpétuel et toujours trahissant-fascinant, que tout langage (y compris le tchèque) est devenu pour moi, mais dans un sens autre : que la France et le français (lieu ? être ? figure ?) me paraît être profondément langagière/langagier. Le langage est posé ici au fond et c'est de lui qu'émerge tout le reste - la raison analytique ainsi que la déraison poétique, la narration fictive et l'histoire (une aventure vraie), la justice et l'injustice. Il n'y a pas - d'abord - l'idée de la raison qui se met - après - à parler, mais le contraire : c'est le langage qui - après - crée et parle (entre autre) la raison. C'est donc lui qui est supposé porter la réalité et non le contraire. Une attitude et une hypothèse fondamentales qui se déploient dans de multiples directions pouvant donner naissance à de très beaux accomplissements de l'Esprit jusqu'aux perversités idéologiques les plus monstrueuses (conviction de la toute puissance du Verbe réduit en même temps à un outil, ici, sur la terre) : la grande poésie et l'insoutenable bavardage pseudo-intellectuel, le Roman, l'Histoire et leur néant, le mensonge et l'artificiel, l'inventé sans rien d'autre.

Une tension fondamentale par rapport à la réalité, à la Terre simple, offerte, donnée, qui n'est acceptée que si elle passe au Dire. Elle n'est pas conquise ou vénérée, ou encore supportée et portée comme ailleurs, elle est dite.

Ce passage de la terre au langage est expérimenté en lieu français dans une sorte de « soulèvement », d'une montée d'opposition plus ou moins complaisante et amoureuse : dans un double mouvement, il peut s'agir soit d'anoblissement (soulèvement lent et patient, « labour » aristocratique visant la perfection, langage comme « médiation », chaînon entre le paysan et le noble), soit encore d'une révolution (le mot-éclair qui tranche, le langage-transformation radicale de la réalité marquant la rupture, le Verbe comme Commencement absolu).

Tout cela se montre particulièrement bien - si nous trouvons la vie quotidienne pour exemple et sa banalité pour guide - dans le domaine sensuel courant, omniprésent dans le style de vie. Lui aussi est tous les

LE LIEU FRANCAIS

jours soulevé en lieu français en un langage, doué de sens, porteur de messages. Et la tension amoureuse d'avec la Terre y est particulièrement visible, sensible.

Les fruits les plus misérables de la terre et de la mer (tels escargots ou huîtres) qu'à l'origine seule la pauvreté a pu obliger les hommes de les traduire en cuisine, soulevés et transformés entièrement par le charme d'un art patient et opiniâtre en délicatesses nobles : voilà l'affirmation de la révolte, la preuve sensuelle que c'est l'homme qui dit la nature. Il la dit avec les autres autour de la table « entre la poire et le fromage ». De même pour l'odorat (la parfumerie) et aussi pour la forme visible du corps humain (la haute couture, la mode).

Partout le même défi, la même révolte insoumise déniait ce qui est simplement donné comme condition de départ. Mais c'est une révolte noble, amoureuse (au moins l'est-elle dans le meilleur des cas), qui soulève l'essence même et lui donne la parole.

Martin HYBLER

Luc de Goustine

Le Printemps
LA COMMUNE
et le Roi

Luc de Goustine a la tranquille audace de se poser la question qui
devrait habiter chaque citoyen : *"Es-tu capable, toi, de
comprendre ton pays en ce temps ?"*

Commande à passer à Cité accompagnée du règlement
(prix franco 75 F)

A MARCEL
JULLIAN

De l'exil au royaume

Partir modestement de ce paradoxe, que, de la France, ce qui se conçoit bien ne s'énonce pas toujours clairement, et qu'il y a péril en la demeure quand les mots pour le dire arrivent trop aisément.

« Péril en la demeure » s'entend comme état d'urgence, qu'il soit le fruit d'une insécurité panique, ou objectivement présent sous forme de menaces ennemies.

De l'intérieur, quelques soient les raisons avancées (toutes lui sont bonnes !), la conception trop claire tente de s'opposer aux milles incertitudes identitaires en érigeant une belle image solide, lisible, pré-contrainte, du même or moulé que le Veau des Hébreux au pied du mont Sinaï (Alors, De Gaulle/Moise redescendit en brisant dans son ire les tables du décalogue : « Les Français sont des veaux », dit-il). La ferme de ce bovidé en régression : l'hexagone.

La mystique hexagonale parodie et blasphème le réalisme surnaturel du pré carré (carré comme l'étaient les tables reçues d'en haut, carré comme le plan de masse de la Jérusalem céleste !) L'hexagonalisme tente de fossiliser l'être de la Nation sous l'unique aspect de son schéma géophysique, de le formaliser en nid d'abeille industrielle, en cellule close, en citadelle vide livrée à son autisme. Ses modèles historiques relèvent de l'expérience du camp, celui de Vercingétorix vaincu par César, celui de l'enterrement fangeux des tranchées de 14, celui obsessionnel et dérisoire des lignes Maginot, des hantises de prophé-

LUC DE GOUSTINE

laxies, d'autodéfense, de frontières « perméables » à verrouiller contre les hasards. Ils s'accompagnent nécessairement de la levée en masse, de l'immatriculation et de l'uniforme, de la départementalisation policière, de la percée brutale à travers le tissu historique de la cité par de grands boulevards à tirer du canon, d'un caporalisme jacobin ou versaillais qui se gonfle de sa Grande Peur pour procéder à la revue de détail et à l'épuration bureaucratique de tout ce qui résiste à l'unique discours national. L'hexagonalisme écrase et néantise la foison bienheureuse de nos disparités.

Une lubie que l'Histoire, de temps en temps, déterre en même temps qu'une hache de guerre et sous sa menace. La France aux Français ! La France ? L'ont-ils jamais saisi, cet objet volant insaisissable ? L'ont-ils jamais pris sur le fait, par la main, « maintenu », dans le « maintenant » imbécile de leur ordre serré ? Une lubie, que de la pensée hic et nunc comme UNE, alors qu'à peine incorporée, elle déserte. De la localiser et confondre avec un territoire assigné, alors qu'au bout du monde, soudain un écho d'elle revient, plus vrai qu'elle-même, et ose la réveiller de ses engourdissements identitaires, lui rappeler que la France n'est pas seulement en France, et qu'il est même arrivé qu'elle ne s'y révèle plus du tout que par son manque, et qu'il lui faille d'ailleurs, la réverbération de son cri d'autrefois, son reflet projeté, sa semence dispensée jadis et loin, pour la rappeler à ce que d'elle on attend.

A l'inverse, quoique souvent issu du même vent pervers, une conception trop claire de l'universalité. Que la même France frileuse bornée puisse s'offrir en exemple à toute la planète. Prêchi-prêcha de nos grandes conquêtes idéelles applicables telles quelles à la plus lointaine portion d'humanité. Cléricalisme d'instituteurs missionnaires en chambre, prétentions de notaires ou d'intellectuels à prescrire de la bonne pensée dans l'ignorance totale de la tradition propre aux interlocuteurs. Cours magistralement dévoyés de la catéchèse. Dernier salon où l'on cause sans rien causer.

Et c'est de ce péril infligé à la France par elle-même dans le retranchement comme dans la prétention que peut naître parfois la fulgurance d'un discours en défense. L'indignation d'Agrippa, ou de du Bellay, celle de Bossuet, celle de Bloy ou de Bernanos. La voix d'un homme seul, parlant comme d'exil, d'au-delà des frontières, interpellant et provoquant à l'être ce qui se peut encore ressaisir. Et cela, pas au

nom d'une image, ni d'une doctrine reproductible, mais d'un appel. Par la référence mystérieuse à une certaine idée.

La pudeur n'est ici ni de sentiment ni d'impuissance, elle est strictement propédeutique à son objet. A la conception trop claire s'oppose au fond de nous la conception immaculée.

France est appel, France est annonce, France est attente. Et si elle a pour base - base de départ, base d'envol - ce territoire harmonieusement délimité, ce n'est pas pour y graver la certitude d'un exemple achevé mais pour se situer, en dame à la licorne parmi les milles fleurs sous sa tente dressée, en tant qu'espace et lieu dédié « à mon seul désir ». Pierre d'attente aspirant aux armes du blason qui lui revient, attendant que le symbole se décante où l'on pourra enfin lire ce qu'il en est de l'ambition d'une nation parmi les autres, quand elle a vocation d'arborer ce signe pour elles toutes. En précurseur.

Une certaine idée de l'exemplarité française est née de cette conscience reçue dès l'origine que la nation avait, pour nous et pour tous, reçu un acte de baptême plus explicite en vue d'un témoignage de pointe à porter. De là, ces péchés récurrents de l'engourdissement et de l'impatience.

Les longs engourdissements de l'âme nous sont familiers ; nous les fardons à la face du monde et tentons de nous en distraire par une perpétuelle alacrité d'esprit, une coquetterie d'allure et de tournure. L'ai-je bien descendu ? En vérité, les plus intelligents abrutissements du globe. Sa vanité dans l'ennui la rend légère, la grise, l'exalte même, et sourdement la lasse et désespère. Or voici que soudain, au premier vent levé, elle se lance et, impatiente, s'écrie « L'heure est sonnée ! », et vaticine la dernière découverte qu'elle croit inaugurer avant le monde, à son profit. En héraut, maître d'armes, hurlant aux citoyens « Aux armes ! » et désignant par delà l'ennemi - qu'elle n'a jamais su vraiment haïr comme d'autres le savent - pointant l'aventure commune, l'aurore de la grande aventure universelle.

La voilà vigie, la voilà elle-même *aurora consurgens*. Au coeur d'une Europe marquée dans son mythe fondateur par l'idée qu'elle est une « vierge bonne à prendre ». Europe ! Ah, le beau rapt que fit Zeus en taureau quand il se balançait amoureuxment en croupe la nymphe consentante : L'ai-je bien enlevée aux cieux ? demanda le dieu. L'avatar de ce mythe en son haut-lieu de France occupe la fête nationale depuis

LUC DE GOUSTINE

Louis XIII, celle de l'Assomption de Marie. La même Vierge et Mère a donné à l'Europe son manteau aux douze étoiles pour étendard. Aujourd'hui. Vierge mise en réserve, en France, Notre Dame la France, prête à porter le fruit de Dieu et l'incarner. Elle peut bien témoigner à l'égard de notre langage trop clair cette réserve, se soustraire à sa violence impatiente. Elle est pierre d'attente, mieux que conception claire, conception ouverte, immaculée. Elle ne se laissera pas engrosser des oeuvres de l'inessence. Contestant nos mots, c'est selon la Parole qu'elle veut bien se laisser féconder.

En foi de quoi, du monde entier, des voix l'interpellent, brocardent nos impostures frivoles et nous rappellent sans cesse au ministère de son utile réalité.

Elle est ambassadrice - corps diplomatique par excellence. A elle seule, par la grâce de sa langue issue d'un brassage inouï, fabuleuse synthèse des facultés conjointes de la fabulation et de l'herméneutique, de la genèse du récit et de son exégèse tout ensemble : langue critique, langue réfléchie, langue au miroir tendu. Par elle, la vanité de France et ses tocales sont ramenées à la raison, au canon de vérité. Elle n'a nulle complaisance qui ne soit aussitôt dénoncée et châtiée du ridicule. Le sport favori de cette langue, comme dans le jeu galant d'une dame qui se ferait frivole pour sonder la fatuité d'un cavalier, et sitôt le bellâtre démasqué, en rire, est de provoquer la vanité et d'en faire justice au même moment. Mais à qui parle droit et vrai, fût-ce dans le plus exquis des raffinements, elle reconnaît d'emblée la vérité de l'être et se fait pour lui simple comme un corps nu livré à l'amour. Ainsi dévoile-t-elle sa forme fondamentale et nécessaire qui est aussi figure du territoire, du socle nécessaire à sa tenue. Contrainte ou expansée selon les temps, elle n'est pas habitée de la tension totalitaire, mais en étoile bergère, c'est de sa tour dressée que la constellation des nations prend forme vers tous les horizons. Compendium et creuset d'influx et de confluences, sa puissance concrète n'exige qu'un modeste niveau d'équilibre pour être l'intendant fidèle de son rayonnement. Instinct de conquête et d'empire sont ici d'autant plus dérisoires et tragiques que l'imperium français est depuis l'origine assuré dans une dimension bien supérieure de l'efficacité historique. Mère des arts, des armes et des lois, selon Joachim esseulé en la capitale de l'Empire défunt, elle n'a que faire de guerres justes à livrer si ce n'est pour rouvrir les voies de la réciprocité, rompre les digues des empires pour que les nations s'en nourrissent et prospèrent. Faillites et erreurs ne font qu'en témoigner

plus vivement : où qu'elle aille porter les armes, elle n'est reçue ou combattue qu'en tant que prototype de ce que les peuples attendent de leur propre avenir. En reflet d'elle-même et malgré elle parfois, ce sont des nations qui se bâtissent, lui empruntent le plan sur lequel elle est faite. Elle peut bien débarquer corruptrice et corrompue, quand elle rembarque, même humiliée de sa défaite, c'est d'elle une autre nation qui a essaimé, en quelque sorte une autre France.

Ce qui caractérise cette maternité, c'est qu'elle n'engendre pas à terme des systèmes ni des anarchies, mais des personnes dans leur densité particulière. La nation selon la tradition française est la forme collective qui ressemble le plus à l'être humain, celle qui ne peut le prendre ni pour objet ni pour idole, mais pour prototype et sujet. Ainsi y a-t-il deux aspects à cette morphogenèse éprouvée de l'égrégore national. L'un érige en symbole l'homme de tête, l'autre le peuple en corps.

L'homme de tête est le roi comme premier sujet. Sa couronne le désigne, non pas comme une figure à part et supérieure, mais comme celui que l'on a enfermé et serti au centre des contraintes, et qui l'accepte. Son chef emprisonné d'en haut par les lois d'en-haut, l'est d'en-bas par les lois de la nécessité commune. La volonté du peuple et celle de Dieu incarcèrent l'Elu derrière la palissade du contrat, le sacrebleu du serment. Le roi-sujet occupe le siège périlleux où confluent les forces. Qu'il les maîtrise ou non assez pour gouverner - et c'est affaire d'histoire et de circonstances - il règne, et sauve ainsi le principal social. Sans lui, il n'y aurait personne et point d'ordre en référence. Avec lui naît l'idée que la personne commune est possible et humaine, que la personne du peuple est viable, familiale, familière. Qu'elle s'est incarnée.

L'inverse et à une autre échelle, moindre, le peuple a le pouvoir de se révéler comme communauté. Il frôle alors l'utopie d'une société sans chef, ou plutôt, tutoie l'interchangeabilité des rôles qui concorderait avec la mutabilité des événements. Ce demos apparu, il se prend à son jeu qui est de dégager de lui-même, inexorablement, une communauté plus fine d'élus supérieurs : ses élites. Oligarchie ? Il les laisse s'ériger en rectrices de l'honneur et de la valeur. Aristocratie ? Et voilà achever la construction de la cité entre ces deux termes et pôles.

La dure pédagogie des temps les a fait chez nous se disjoindre brutalement. Et c'était dans l'esprit de mieux dégager le symbole

LUC DE GOUSTINE

populaire de l'ombre où l'avait confiné la claire et confortable conception des privilégiés. Au cycle révolutionnaire succède notre temps, l'espérance d'une réintégration exemplaire. La démocratie se donne et se reconnaît dans un élu. Elle hésite encore à lui tolérer sa pleine identité humaine, les droits de la personne à naître et mourir, et par une famille, à se perpétuer. Mais les canons d'une esthétique politique et sociale sont ici restaurés, et ne laisseront de cesse qu'elle ne s'incarne.

Or, la secrète esthétique inscrite dans le programme français n'est pas nécessaire qu'à la France. Elle est une forme utile au monde. Des nations laminées par l'incarcération totalitaire en ont besoin pour se refaire. Des peuples appauvris, des ethnies morcelées, qui n'ont d'identité que mythique ou clanique à opposer aux puissances modernes, se voient offrir l'appât d'une théocratie perverse qui ne veut pas connaître la séparation du religieux et du laïc. Pour la défense des personnes dans une humanité qui soit commune et maternelle, il n'est de rencontre féconde que celle du principe social ici mis à l'épreuve : le mariage du roi à la nation rassemblée.

L'hymen. Aussi bien est-ce un mythe, un chant des noces nationales qui passe les lèvres quand on aperçoit à quelle profonde synthèse nos expériences contradictoires aboutissent et vers quelle mutation elles acheminent. Il s'agit simplement d'aller aux conséquences de la technologie du politique, du « gai savoir » dont nous sommes maîtres.

Or cette maîtrise, il est temps de le dire, suppose que celui qui l'exerce, loin de s'identifier par fusion identitaire à son objet, s'en déprenne, désinsère. Le bon royaume suppose l'exil. Que l'on agisse d'ailleurs en presque étranger.

Laissez la nation aux « nationaux », ils la feront paître et abattre. Donnez-lui pour pasteurs et citoyens ceux qui savent que le vrai royaume est autre, point d'ici mais d'ailleurs, que la patrie vierge n'est pas terrestre mais assumptive, toute entière dans l'élan qui l'empporte au-delà. Que nous sommes réellement citoyens « exilis filii Evae », dans une vallée où les larmes fécondent autant les joies que les douleurs. Qu'il y a une distance intrinsèque entre le projet et le jet, entre l'altitude du désir et l'acte concret. Entre le ciel et l'hymne, le royaume de France est aux mains des exilés.

Luc de GOUSTINE

La France ou l'esprit du droit

« En France a tout plein d'avocats. »

Geoffroi de Paris, Chronique métrique, 1313.

Je ne sais si les paysages forment l'esprit, ou si, au contraire, l'esprit cherche selon sa forme le paysage où il s'épanouira. Mais il est sûr qu'il y a entre l'esprit et la terre une étroite adéquation. La terre de France ne connaît ni le désert aride, ni la jungle touffue. Elle repousse ses montagnes les plus élevées sur ses bordures, remparts protecteurs qui ceignent ses terroirs féconds. Son ciel est clément, ni soleil brûlant, ni froidure persistante. La France est un doux pays.

Cette douceur a son esprit, l'esprit de mesure. On peut s'en plaindre. Et bien des artistes français, parmi les plus brillants, caustiques ou virulents, ne manquèrent pas de le faire. Citons Montherlant : « Quant à ce qui est simplement hors du commun, cela paraît ridicule. Surtout en France, nation petite-bourgeoise, et qui adore le petit. Dante, Michel-Ange, Shakespeare, Byron, Wagner ont d'abord été jugés ridicules, ici, parce que "bizarres", c'est-à-dire autre chose que petits-bourgeois » (Aux fontaines du désir). Certes.

Pourtant, le merveilleux écrivain qu'est Montherlant ne se distingue-t-il pas d'abord par la pureté toute classique de son style ? Et qu'est-ce d'autre que le classique, si ce n'est la mise en oeuvre de l'esprit de mesure ? Il est vrai que la mesure a son vice, la petitesse, et son excès, l'égalitarisme. Par nature, l'excès est rare, mais la Révolution nous rappelle qu'il peut être sanglant jusqu'à l'écoeurement. Le vice est plus fréquent, quasi-quotidien. Ne le traitons pas avec trop de complaisance.

Défions nous aussi de toute fureur adolescente. Le mesquin est agaçant, il n'est qu'exceptionnellement mortel. Le Français ragote, surveille, juge, mais en règle générale, il ne lapide pas la femme adultère.

L'insulte est donc un peu facile. Le respect de la norme, ne conduit pas inéluctablement à la médiocrité. Je préfère, à ce sujet, ce qu'écrit Keyserling dans son « analyse spectrale de l'Europe ». Il réfute l'objection que l'on fait très souvent à la France de ne pas produire de grandes personnalités. « Là où le niveau général de la culture est fort élevé, même l'individu le mieux doué développe difficilement une grandeur exorbitante, parce que dans ce cas même l'extraordinaire peut entrer dans le cadre et qu'ainsi manquent les conditions nécessaires pour un développement hypertrophique. » Il souligne ensuite que la France « a été, de tout temps, trop sociale pour mettre en relief dans n'importe quel sens les grandes individualités. »

Esprit de mesure. Mais qu'est-ce que la mesure ? Mesurer, c'est toujours se référer à une norme. Cette notion de norme nous renvoie à la notion d'ordre, et plus particulièrement en ce domaine, à celle d'ordre juridique. L'ordre juridique est l'expression d'une société qu'il contribue à forger. En France, la représentation de cet ordre a été confié à l'Etat, ce qui fonde la spécificité française, notamment par rapport aux pays anglo-saxons. L'Etat dit le Droit. Alors que dans les pays anglo-saxons, l'Etat est d'abord un gouvernement et que le Droit trouve ses sources dans la coutume et la jurisprudence, en France, l'Etat est indissociablement gouvernant et législateur. Qu'une norme juridique, pour être efficiente, doive répondre à une attente sociale est un fait avéré, mais elle ne touche cette société qu'après avoir été formulée par l'Etat.

Cette « juridisation » de l'Etat, qui devait bientôt entraîner une « juridisation » de toute la société, est le produit direct de l'Histoire de France. Il n'est pas ici question d'en retracer la généalogie, il nous suffit de dire que le mouvement accompagne les évolutions de la Monarchie. Amorcé avec les Légistes de Philippe le Bel, il atteint son point culminant avec les Politiques qui entourent les derniers Valois et le premier Bourbon. Ensuite, de la même manière que l'on dit que « toute philosophie n'est que glose de Platon », notre pensée juridique ne sera que commentaires, élogieux ou critiques, renouvelés ou figés, de cette théorie de l'Etat de Droit. Un Etat qui dit le Droit, tout autant qu'il s'y soumet. Un Etat souverain, et non capricieux, puisque la mesure vient

LA FRANCE OU L'ESPRIT DU DROIT

toujours le borner, comme un impératif climatique. Cet esprit juridique dépassera son cadre strict, pour atteindre nos arts, notre littérature, et jusqu'à notre vie quotidienne, qui trouve ses définitions dans cette recension fantastique qu'est le Code civil.

On objectera que tout cela manque de grandeur. Où est la Mission éternelle de la France, la *Gesta Dei per Francos* ? Désolé, la France n'est pas une nation romantique. Elle est bourgeoise, c'est à dire pleine d'urbanité. On dit que la France est un pays de tradition rurale, ce n'est pas tout à fait vrai. La France est d'abord une assemblée de petites villes, et le paysan n'acquière la reconnaissance que dans la mesure où il vient en ville vendre ses produits, où il participe au marché. La vie sociale, faite de contacts multiples, mais selon des règles assez claires, est indispensable à l'épanouissement du Français.

La France ne veut que le bonheur individuel de ses membres, dans le respect des exigences collectives, ce respect et ce bonheur étant indissolublement liés. Mais elle se fait une haute idée de cette volonté. Elle semble même sous-jacente à son aventure coloniale : il ne peut y avoir d'humanité heureuse que française. La France croit que le bonheur passe par l'esprit de mesure et la sécurité du Droit. Et c'est ce modèle qu'elle propose à l'universalité.

Bien sûr, elle sait que tout cela n'est guère excitant. Alors, elle use et abuse des grands mots. Ce n'est que poudre aux yeux, qui ne peut tromper que les plus naïfs. Les autres sourient, et ils ont bigrement raison. Sourire, c'est déjà être Français, reconnaître l'autre en se sachant en sécurité. On s'agite un peu, mais les limites ne seront pas franchies. Un soupçon d'ironie, une pointe de dérision, mais on se serre la main. Se serrer la main, très important ça. Ce n'est pas la distance froide, ni l'effusion, c'est plus qu'un effleurement. Un vrai contact physique, mais où les corps ne s'approchent pas trop. « Je te reconnais comme un semblable, mais tu ne participes pas à mon intimité. »

L'intimité est aussi une notion fondamentale. C'est la part de l'individu, retranchée de la vie sociale, mais condition de cette vie sociale. Elle ne doit pas la perturber. Toujours une question de mesure. A l'intérieur de mes quatre murs, je peux être ce que je veux, cela ne regarde que moi. Il faut donc, pour le Français, des murs épais, tout autant pour être libre que pour ne pas gêner. Mais les murs sont de moins en moins épais, et s'étale en public ce qui devrait rester caché. La promiscuité gagne, qui est le contraire de la vie sociale. Un art de vivre



PATRICK LOUIS

s'étiole, et la France est de moins en moins la France.

Notre Droit nous a appris la mesure. Et la France est devenue la nation de la mesure. C'est sa grandeur. Nous voudrions bien que notre Etat ne l'oublie pas.

Patrick LOUIS.

De la France

« Notre patrie à nous, c'est nos villages, nos autels, nos tombeaux, tout ce que nos pères ont aimé avant nous. Notre patrie, c'est notre Foi, notre terre, notre Roi... Mais leur patrie à eux, qu'est-ce que c'est ? Vous le comprenez, vous ?... Ils l'ont dans le cerveau ; nous l'avons sous les pieds... »

Discours de Charette à ses officiers.

Parler, parler de la France ? Dire « qui » est ce pays, pour moi, d'où il vient et où il se rend ? Le dire même autant dans le plus personnel de mon imaginaire que dans la plus certaine de ses réalités ? Mais de quel « sien » discours peut être objet un pays quand ce pays est le sien ? celui où je suis né, dit Nation, car précisément ce pays, pour moi, est le mien. C'est non seulement un fait, mais encore le fait premier.

I. D'OÙ ET DE QUOI ?

Un fait non pas extérieur à moi, abstrait, mais qui au contraire m'engage, et qui m'engage dans l'exacte mesure même où ma volonté n'y entre pour rien. En effet, la pensée que je puis avoir de ce fait étant celle d'un lien originel, à une terre où je suis né, cette pensée n'est pas celle d'un ob-jet devant moi, qui serait à circonscrire et à analyser. Ainsi semble pouvoir apparaître au contraire pour moi tout pays étranger, dans la plus certaine-incertaine de ses réalités pour le plus personnel de mon imaginaire : des images associées à un nom, à une carte, voire à quelques souvenirs. L'influence culturelle elle-même, quand elle est une visée personnelle et volontaire, si prégnante soit-elle, ne reste-t-elle pas une relation « ad extra », dont la force avant d'être positive et de

ré-enracinement, est tout d'abord de déracinement, de puissance d'oubli de ce que j'étais ? mon regard, dans la visée de cette altérité, ne prend-il pas le risque d'ailleurs de constituer celle-ci autant que de la (re)trouver, dans une approche asymptotique ? Ne cours-je pas le danger, par cet éloignement de ce que j'étais, de manquer toujours cet autre que je désire, et de rester dans une situation fausse ? En ce sens là aussi, l'immigration, volontaire ou non pour le coup, mais parce qu'elle est avant tout émigration, reste le vécu tragique d'une situation ambiguë. Le détour, par le négatif du déracinement, rend inversement compte d'une réalité toute positive : la nature du lien originel à la terre où je suis né, plus difficile à dire. C'est que cette réalité touche à l'être même du rapport au pays où je suis né, ou plus exactement à ce qui, dans mon être, fait lien avec cet originel de ma naissance, de sorte que je ne peux, de mon pays, parler « comme si » je n'étais pas d'ici, lié à cette terre-ci, par la naissance, précisément. C'est ainsi que l'on peut affirmer que ce lien est « naturel », et que cette terre-ci n'est pas la terre, n'importe quelle terre pour moi, de n'importe quel côté de la rivière. Cette terre n'est pas matière première, indéfinie, par là abstraite, comme le serait celle d'une impossible et vide cosmo-polis. C'est une terre informée de siècles d'histoire, celle-ci et non une autre : faite de contraintes géopolitiques, autant que de la fortune liée à toute action humaine, comme aussi parfois, - un « parfois » qui peut rendre inégale et tragique l'expression historique de l'universel sentiment patriotique -, d'un projet propre et récurrent, car existentiel, malgré l'oubli possible mais toujours temporaire, ainsi que l'a montré la politique en grande part capétienne de de Gaulle ; une terre aussi informée d'une langue, non unique, comme l'ont voulu au début du siècle les hussards noirs du Jacobinisme culturel, mais primordiale, née ici, d'ici et d'ailleurs, mais un ailleurs sans cesse modifié, c'est-à-dire mesuré à ce rythme qui est le nôtre ; d'une civilisation, ou pour mieux dire précisément d'un imaginaire comme transcendance vivante - ou tradition - d'apports multiples, où se dessine là aussi un primordial lui-même pluriel mais synthétique, allant du Mont Sinaï au Mont Olympe, par Rome doublement ; d'un baptême, enfin, qui n'a à proprement parler pas d'histoire, mais est l'événement fondateur de notre histoire. On le voit, il n'y a là rien qui nous définisse par rapport à la pureté d'une race et d'une « Kultur » originelles, s'exprimant dans l'exclusion d'un exogène radicalement autre ou l'affirmation corollaire d'un endogène séparé. L'exigence du pré carré capétien, s'exprimant de façon moderne et traditionnelle à la fois dans la dimension nucléaire de

notre défense, est la composante de notre nation, la seule affirmée comme vitale, ce qui a conduit à une politique royale non seulement de refus des impérialismes constitués ou se constituant, mais à un refus de la notion même d'Empire comme directrice des relations internationales, - l'infidélité à cette exigence existentielle, à ce projet capétien pour soi et l'équilibre terrestre ayant toujours amené sa sanction cruelle.

Ainsi, et non autrement, je suis lié à cette terre. Car s'il y a contingence de ma naissance à être né ici plutôt qu'ailleurs, cette contingence est originelle et aucune volonté ne peut l'annihiler. Une puissance d'oubli seule, on l'a vu est possible, mais vécue dans l'ambiguïté d'une situation fausse. Qui dit contingence, dit donc bien que cette naissance, de tel pays et de tel père, de tel pays comme de tel père, ce qui signifie qu'il faut dire plus que « dans » tel pays, ne saurait me définir comme homme et TERENCE a formulé une exigence touchant à l'universalité même de ma condition humaine. Mais la situation de ma naissance, comme fait premier et incontournable, sur une terre où précisément la cosmo-polis n'est pas le mode d'habiter de l'homme, est une exigence tout aussi aiguë, absolue analogiquement à la première. « Pour l'homme, écrit Pierre Boutang, cet événement contingent et relatif constitue (...) un engagement nécessaire et absolu. Mieux, c'est seulement une analyse abstraite, extérieure à la situation d'homme né dans une cité, qui représente ce fait comme contingent et relatif » ; et le philosophe de poursuivre : « la force et le paradoxe de ce rapport [de l'homme à la cité qui est la sienne] tiennent précisément à ce qu'il puisse y avoir un absolu de ce relatif (...) » (1). C'est l'oubli de cette situation première et constitutive qui illégitime le propos que je puis tenir sur mon pays. Montesquieu a tort de se faire Persan. On a toujours tort de faire comme si on n'était pas d'ici pour parler d'ici. Éclot alors, dans ce discours là, un « je » radical, abstrait du « je » du citoyen, seul ici en cause, subsumé par un nous qui précède ontologiquement. Le « nous » est celui de la polis, ancestral et contemporain. Or ce « nous » est précisément ce qui interdit à la légitimité de mon propos de faire « comme si » je n'étais pas Français pour parler de la France, dans l'effort qui consisterait à me hisser hors de ma situation pour atteindre, dans l'exil de ma parole, un moi soi-disant universel, un quelconque homme général, mais muet quant à cette situation-ci. Car de quoi parlé-je alors ? de quel « devenu-objet » quand je romps avec ce « nous » qui modifie, mesure originellement mon regard, car le composant ? C'est d'une idée comme forme vide

—(1) Pierre Boutang, *La Politique considérée comme souci* (p.39-40-41) Ed. Froissart.

dont on accouche alors de cette solitude parfois grandiose, dont le contenu pourra être, au sens propre n'importe quoi.

On comprend déjà qu'il y a toujours un certain risque à se faire une certaine idée de la France, à moins de retrouver, en partie comme le général de Gaulle, l'« eidos » même de la France qu'est le projet capétien. Celle-là, au contraire, loin d'être objet de mon discours, extérieur à celui qui parle, ne peut que le traverser et se ré-péter à travers lui. Le citoyen que je suis, de par cette histoire, cette langue, cet imaginaire, ce baptême - qui sont miens, et ce dernier même si je ne suis pas croyant, et j'irai, dans l'ordre politique, jusqu'à dire de cette religion, parce qu'il a « au moins » informé à son tour cette histoire, cette langue, cet imaginaire dont je participe en tant que Français -, le citoyen que je suis est sujet de cette nation. Nous étions auparavant sujets du Roi de France, l'incarnation de celle-ci, ce qui valait mieux et était autre chose que d'être l'administré d'un Etat gestionnaire. D'où et de quoi parler alors ? Parler **DE** la France, c'est-à-dire d'elle à partir d'elle ; c'est-à-dire d'une citoyenneté qui la fait exister, citoyenneté en tant qu'expression d'un nous primordial, ou du moins pour emprunter le mot à Pierre Boutang, de son souci.

II. VERS L'UNIVERSEL.

Serai-je alors condamné à ne parler que de façon particulière d'une particularité, d'un propre fermé comme tel à l'autre, fût-ce en moi-même ? C'est mal poser la question, diviser en parties opposées là où il y a différence d'ordres. Outre que la citoyenneté temporelle, lors même qu'elle semble partager l'humanité, est une situation universelle, elle ne nie nullement en moi une exigence transcendante à elle, qui est d'un autre ordre - et supérieur - au premier, mais que celui-ci ne saurait contredire. Il ne s'agit pas d'opposer un absolu à un autre absolu, au risque de perdre l'un et l'autre, le premier en l'abandonnant, le second en le laïcisant en un vague cosmopolitisme philanthropique. Cet absolu du relatif de ma naissance ne nie pas une universalité humaine qui lui soit supérieure, fondée sur le « à l'image de Dieu » ou la seule raison. Il y a même subordination en un sens qui rend criminel aux lois non écrites l'« über alles » allemand s'il est compris comme fondement d'une métaphysique nationale. Mais il s'agit de prendre en compte une situation dont l'autonomie de l'ordre n'est pas fermeture à l'universel, mais peut en être même - sans confusion ni réduction - le vecteur, ou encore l'image historique, donc provisoire et nullement raciale. Ainsi en

fut-il peut-être - mais c'est là un pari de civilisation - de la Grèce. Il n'y aurait là nulle élection païenne d'un peuple, mais la rencontre historique d'un peuple particulier et d'une certaine forme d'exigence humaine. Le danger réducteur est en deux sens : réduction de l'universel au message prétendument ethnique d'un peuple - et là est le criminel d'un « über alles » oubliant la relativité de son absolu. L'expression française du patriotisme ignora toujours cette réduction. Mais il peut être aussi la réduction - sous apparence d'ouverture et de transcendance - à un message universaliste qui, si philanthropique soit-il, réduit la réalité d'un peuple à n'être que l'expression d'idées comme fondement de son existence. Or, en ce sens, la France n'a pas à être fondée. Il y a différence de nature entre une France baptisée sous Clovis et qualifiée de fille aînée de l'Eglise, et une France considérée comme la Patrie-des-Droits-de-l'Homme. Le baptême et la première qualité ne niaient nullement l'autonomie de l'ordre politique de la France, autonomie que fondait le sacre même du Roi, et qui pouvait faire préférer avec raison par François I^{er} le grand Turc à Charles Quint, sans que le Roi cessât d'être Roi très chrétien. Le devoir de chrétienté, si exigeant fut-il, fondait une rencontre du ciel et de la terre à travers la figure effective d'un Roi sacré, souverain en son Royaume. Si certes, on ne pouvait envisager un Roi qui ne fût pas catholique, néanmoins, il n'y avait là nulle élection d'un peuple, nul messianisme. Ce devoir lui rappelait, plus qu'à aucun autre, les limites d'une temporalité qui pour précisément pouvoir être fondée en son autonome légitimité, ne se devait pas de l'oublier ni d'oublier la transcendance fondatrice de l'humanité. Ainsi seulement, et non comme messianisme historique, pouvait-il inspirer ce projet capétien à dimension universelle, fait, dans les relations internationales, de mesure, de justice et de respect du droit des gens. Le messianisme révolutionnaire, au contraire, fait du peuple français un peuple élu dont l'Histoire - créée *ex nihilo* de la Révolution - est fonction de ce message comme fondement de son existence historique réduite à une existence messianique.

Il y a là in-eptie (*inaptus* : ce qui ne convient pas), confusion d'ordres, oubli de l'ordre politique au profit d'un ordre universaliste vite caricaturé - l'histoire le montra - en un impérialisme opposé au projet capétien. Il y a là surtout installation de la cité dans un mensonge double, vis-à-vis de ses citoyens comme vis-à-vis de l'étranger. Cette mystique laïque, déracinant le citoyen, l'invente en fonction d'une volonté générale et historico-messianique dont il se doit d'être le

prêtre-soldat. A l'extérieur, cette mystique est soumise aux, et originellement corrompue par les aléas essentiels d'une politique internationale dont les critères n'obéissent pas à d'aussi immédiates professions de foi de lumière et de liberté démocratiques. En ce sens l'arche bétonnée des droits de l'homme n'est pas le lieu de salut même symbolique d'un nouvel ordre international : c'est un monument dérisoire, comme dérisoire et hypocrite fut son inauguration où de républicains tyranneaux eurent leur place, non des Rois démocrates.

La notion même de « personne », empruntée au révolutionnaire Michelet est alors fort ambiguë. « Personne », c'est ici l'individu de la volonté générale dont la France est alors à l'image comme nation messianique. Le modèle chrétien n'est pas évacué : il est transplanté de cette substance individuelle de nature rationnelle - qu'a définie Boèce - qui doit assurer son salut ou sa perte, à une individualité abstraite de nature rationnelle, mais d'une Raison messianique, qui assure sa perte dans l'oubli ou la « trahison » de ses idéaux fondateurs de l'histoire. La « patrie soviétique » pour les communistes d'antan français ou autres, dans l'oxymore même de l'expression, amenait à son acmé une telle abstraction, en réalisait en quelque sorte la « nature ». Pourtant, nous rappelle encore Pierre Boutang : « *La gloire ou les crimes des patries terrestres ne sont jamais que l'occasion ou la matière du salut ou de la perte des âmes personnelles* » (2). La confusion des deux ordres, messianique et politique, n'amène que la perte réelle de la patrie dans son projet spécifique autant que dans ses intérêts.

III. L'« IDENTITÉ » NATIONALE FAUTE DE ROI

L'identité est alors vécue comme une question vitale pour une citoyenneté qui a perdu son enracinement. Question qui est la marque d'une crise profonde, et qui révèle non pas l'agonie de cette identité, mais la perte de ce qui permettait l'épanouissement de ce lien originel. Question on le voit purement républicaine - au sens de jacobine -, d'où l'impossibilité pour la droite comme pour la gauche d'y répondre ; sauf pour la première en figeant, en « germanisant » le souci existentiel de la France ; pour la seconde en fuyant en avant par la dissolution de la notion de citoyenneté, errant du municipale à la nation. Car il ne s'agit pas tant de l'exploitation plus ou moins habile par les uns et les autres de rejets xénophobes corollaires à une intégration qui s'effectue malgré tout, que la révélation d'un malaise profond portant sur le vécu civique.

—(2) Pierre Boutang.
Mauras (p.415) - Ed. Plon.

Si une nation comme la France ne peut être réduite à une unité ethnique ou étroitement culturelle - linguistique -, c'est que la France a cette originalité d'être une nation de nations, qu'elle est, en son essence, si ce n'est juridiquement, une fédération. Mais qu'est-ce qu'une fédération privée de fédérateur ? de l'unité souveraine qui garantisse la pluralité même de celle-là ? Si les royalistes ont longtemps répété que la République ne pouvait décentraliser - et la décentralisation véritable est toujours attendue - ce n'est pas seulement pour des questions tenant à la technique, à l'anti-souci électoral. L'Etat un-et-indivisible qu'est la République est la caricature idéologique de cette souveraineté en lieu et place de ce primordial que nous tentions de définir plus haut. La fausse question de l'identité nationale peut alors surgir sous différentes formes : idéologique, ou lorsque l'idéologie meurt - qui en effet est encore « républicain » ? - sous une forme ethnique ou culturelle d'impoture. Si l'on pouvait être sujet du Roi de France sans parler le Français - alors que le Français était depuis 1539 la langue officielle de l'Etat -, si l'on pouvait confesser une autre religion depuis Henri IV, lors même que le Roi était sacré à Reims, c'est que précisément le Roi incarnait ce primordial de façon suffisante et nécessaire. Pouvaient alors s'épanouir - et pourraient encore - des différences non vécues comme ségrégationnistes ou menaçant l'unité du Royaume. L'exemple même de Henri IV est significatif - d'où l'erreur de Louis XIV dans la Révocation - : ce n'est qu'à partir du moment où, Roi de France par la naissance, il se réconcilia par sa conversion avec ce primordial royal qu'il put rétablir la paix et précisément asseoir le droit à la différence.

— (3) Maurras écrit à l'article « patriotisme » du Dictionnaire Politique et critique : « *Le patriotisme français nourri et raffraîchi à ses vives sources locales est peut-être un peu plus compliqué à concevoir et à régler que le patriotisme unificateur, simpliste, administratif et abstrait de la tradition révolutionnaire et napoléonienne. Mais comme il est plus fort ! Et surtout comme il est plus sûr !* » Rien n'empêche d'étendre ces « vives sources locales » à ces nouvelles que sont devenues, à la deuxième génération, les communautés immigrées testées sur notre sol.

Ainsi, les questions d'intégration et d'assimilation deviennent de fausses questions, corollaires à celle de l'« identité » nationale. Pour une nation comme la France, l'intégration est assimilation, dans le sens où s'intégrer ce n'est pas d'une part seulement devenir une partie supplémentaire d'un ensemble pensé comme ensemble de différences extérieures l'une à l'autre ; ni non plus inversement devoir s'ad-similer à un ensemble purement ethnique ou culturel. Mais c'est être rendu semblable aux autres citoyens comme enfants peut-être différents, mais d'un père unique de la nation - sujets, disait-on autrefois sans contradiction avec citoyens (3). Le Roi est ainsi le garant vivant d'une identité nationale, si l'on veut, mais non figée et non abstraite de toute l'histoire nationale, ce qui permet de penser les différences dans une dynamique unitaire que seule incarne la personne - précisément - effective du Roi. Toutes idéologies universaliste ou ethnique - elles sont

ici renvoyées dos à dos - menacent inversement mais également la citoyenneté française dans son essence (4). Ainsi, la France qui n'a jamais été une ethnie, n'aurait plus non plus à se proclamer l'in-épte « Patrie-des-droits-de-l'homme », mais, nation de nations, - et pourquoi pas en modèle aux autres -, elle pourrait redevenir le lieu-même où ils s'épanouissent le plus largement, à l'ombre des fleurs de lys.

Axel TISSERAND

→ (4) A ce propos, la loi Gayssot, récemment votée, et « complétant » la loi de 1972 sur le racisme, ne peut être reçue que par rapport à cette dynamique unitaire. L'inéligibilité et l'écartement des fonctions publiques des laïcs ne peuvent en effet être compris qu'en tant que ceux-ci nuisent à la communauté nationale en portant atteinte à certains de ses membres. Une autre interprétation serait purement idéologique et ne ferait que mettre en vigueur l'origine marxiste de la loi. En revanche, l'assimilation de la xénophobie - si stupide et abjecte soit celle-ci - avec le racisme, est une faute de sens, le racisme étant exclusion d'ethnies pouvant appartenir à la même patrie, la xénophobie, elle, s'adressant par définition à tel ou tel étranger, quel qu'il soit, indépendamment de sa « race ». En outre, l'article interdisant « toute discrimination fondée sur l'appartenance ou la non-appartenance à une nation » dans son imprécision-même, peut criminellement s'interpréter comme une il-légalisation du patriotisme. Celui-ci, en effet, est par essence distinction et préférence de ce qui est propre à la terre des pères de ce qui ne l'est pas. Or cette préférence pourra être toujours interprétée comme discrimination, ce qui ferait entrer le patriotisme, et au-delà le débat intellectuel sur la nation, dans le domaine propre du pouvoir interprétatif des juges, et partant, de leur humaine préférence idéologique.

**Contre les mystères de l'inavouable
communauté :**

Éloge de l'anti-France

« Il y a quelque part dans le monde, je le sais, à l'heure où j'écris ces lignes, un jeune Français qui, se demande : « Mon pays vaut-il la peine d'être sauvé ? A quoi bon ? »

Dieu me garde de lui répondre ! Car en ce moment même, à des milliers de milles, de l'autre côté de la terre, je me pose la même question. Je me la suis toujours posée. C'est parce que je me la pose que je suis français. Lorsque je ne me la poserai plus, je serai mort, j'aurai bien mérité ce repos ».

Georges Bernanos - « Nous autres Français » - 1938.

Nous voici convoqués pour parler de la France, le sujet nous concerne paraît-il ? Il ne peut pas ne pas nous concerner, il serait même très urgent de défendre la France, menacée qu'elle serait par tout ce qui lui est étranger, tout ce qui constitue l'Etranger. Ce dernier peut prendre la forme de l'immigré qui ne manifeste pas suffisamment son adhésion au contrat national des valeurs républicaines, du cosmopolitisme et de l'internationalisme économique libéral, de la technologie dévoratrice de l'identité vraie des choses et des êtres. Dans le tourbillon de l'aventure moderne où ne se maintiendrait aucun point fixe, la France comme communauté et comme Nation serait un bien à préserver ; la communauté politique devenant le meilleur rempart contre le caractère mortifère de la société industrielle. Disons-le d'emblée, prise comme telle la France est pour nous une nostalgie, pire encore une utopie rétrograde.

Il y a dans le refus de considérer la France comme une priorité en

soi une position qui contient, un peu naïvement peut-être, tous les grands espoirs de notre époque. Contre la France, la foi en la libération de l'homme paraît faire cause commune avec la mort des civilisations paysannes éternellement sédentaires, avec l'abandon des lourdes épaisseurs de notre passé national, avec l'estompe des couleurs locales, avec enfin les nombreuses failles qui fissurent toutes ces vérités françaises médiocres et pesantes sur lesquelles s'appuient toujours les particularismes nationaux, régionaux et plus généralement humains. En fait, si parfois nous parlons de la France, de son destin et de ses intérêts, nous voudrions dire combien elle nous pèse, combien en même temps on ne peut la considérer raisonnablement que dans un mouvement de la pensée qui accepte dans le même moment de la remettre en cause.

Je ne sais pourquoi, tous ceux qui défendent avec ferveur notre pays de France me font penser paradoxalement à un des plus prestigieux courants de la pensée qui nous vient de la grande nation allemande et qui abreuve de ses fulgurations les beaux restes païens de notre âme occidentale. J'évoque ici le courant heideggerien pour lequel l'homme doit se réenraciner et enfin retrouver le monde. Revenir au monde, c'est-à-dire retrouver les délices de l'enfance dans le confinement du LIEU, ne plus négliger la splendeur de nos grands paysages de France - pardon, de notre environnement -, s'abandonner à la fascination de notre nature, des superbes campements de nos montagnes, cheminer à travers nos champs, sentir l'unité essentielle qu'évoque un paysage, un pont reliant deux berges d'une rivière, frémir à la présence de l'arbre, au clair obscur des frondaisons, habiter le mystère de choses : une simple cruche, les émouvants sabots d'une paysanne, la majesté d'une carafe posée sur une table de chêne. Expériences privilégiées de celui qui dans son amour pour son terroir français retrouve l'être même du réel, source de grâce, d'existence et de vérité.

Le monde chrétien a pu penser que nos communautés politiques et nationales étaient le fruit des nécessités humaines imposées à la nature. Pourtant, le caractère essentiel de la nation a fait luire enfin la France dans la splendeur du monde, le mythe national se parlant dans la nature elle-même. Aimer la France c'était alors se mettre à l'écoute de ce langage originel, ce n'était pas tant s'adonner à des pensées abstraites et logiques constituées en système de connaissance, mais c'était savoir habiter la France, y être là. Enracinement donc. Le terme reviendra sans cesse, et pourtant nous habiterions plus radicalement encore la

ÉLOGE DE L'ANTI-FRANCE

France dans une essentielle intimité, que la plante qui tire de ses racines ses sucres les plus nourriciers. Il faudrait, parlant de la France, évoquer ces liens plus fins, plus nombreux et surtout plus profonds qui nous unissent à elle...

Revoici donc, à l'occasion de cette évocation de l'attachement de l'homme à sa patrie, l'éternelle séduction du paganisme, prenant parfois dans certains courants extrêmes les formes de l'infantilisme et de l'idolâtrie. Et puisqu'on me demande singulièrement de m'exprimer sur la France, je ne puis, dans un mouvement qui dépasse l'agacement premier, qu'exprimer une sorte de dénégation de légitimité envers les dangers que je sens contenir un tel objet de pensée. Il y a dans cette position de destructeur des belles images de notre pays un prétendu vandalisme cosmopolite dont il ne faudrait pas, qui sait, ignorer la pureté singulière. Quelles qu'en soient les formes, et la fascination pour la France comme communauté en est une, les mystères des choses sont toujours la source de toute cruauté à l'égard des hommes. Derrière l'amour pour une nation ou la révérence pour un pays, le sang coule. L'attachement à un pays, l'enracinement dans un lieu, en l'absence duquel l'univers deviendrait tout juste existant, c'est déjà le partage de l'humanité en autochtones et en étrangers.

Cette position polémique à l'égard de la France est la négation de l'enracinement et *a contrario* de l'exil qui s'y réfère. Il ne s'agit pas ici pour nous de faire l'éloge du nomadisme, qui n'est d'ailleurs pas moins incapable de s'extraire d'un paysage ou d'un climat. Il s'agit de renoncer sans trêve à toutes les superstitions du Lieu pour pouvoir enfin apercevoir les hommes en dehors de la situation où ils sont campés, bref enfin voir le visage humain dans sa seule nudité. Socrate, dans le début du Phèdre dit toujours préférer à la campagne et aux arbres la ville impersonnelle où l'on rencontre les hommes.

Ce qui nous fascine dans toutes les entreprises, celles de la pensée comme celles de la technologie ou de l'économie des rapports humains, qui dépassent le cadre de référence de notre appartenance nationale, c'est justement de nous permettre de quitter le Lieu, comme ces astronautes ou ces philosophes, pour lesquels, le temps d'un instant, tout n'est qu'espace géométrique et conceptuel, où l'homme existe enfin dans l'absolu d'un univers homogène.

Notre hostilité polémique à parler de la France n'a d'autre vertu que de désigner en creux l'impératif qu'il y a selon nous à toujours

davantage se libérer des lieux, préambule à une véritable libération à l'égard de soi-même. La véritable société humaine ne peut jamais se réclamer d'aucun lieu, d'aucune source, d'aucune continuité. Supposer, à travers l'idée de la France, que la communauté humaine puisse être naturelle, c'est la diviniser, c'est déjà autoriser implicitement le sacrifice d'individus à sa seule destination. La France, nous voudrions l'affirmer contre de Gaulle, n'est pas nécessaire, précisément parce que la nécessité réside dans ce qu'il y a de plus contingent, c'est-à-dire le visage d'un autre homme. La France n'est pour nous que l'étrange et difficile réunion de sangs et d'aspirations différentes, elle ne devrait rien nous enseigner sinon la tolérance religieuse, le dilettantisme culturel et l'éclectisme politique. Après tout, le peuple de Dieu, celui auquel nous osons aspirer ici, est un peuple qui s'est forgé nulle part, dans le désert, lieu d'aucun lieu par excellence, signifiant par là qu'il n'y a aucune morale de l'attachement à sa terre et à sa patrie. La société humaine est bien un lieu de transcendance, c'est pourquoi souvent nous nous engageons dans les luttes politiques et sociales de ce temps, mais en tant qu'elle est le lieu des hommes et des visages. Ce n'est pas l'Eden de notre patrie natale qui nous est promise, mais la Jérusalem céleste. Et la ville, la cité des prétendus déracinés, est le lieu par excellence où compte avant tout la relation économique, sociale et matérielle au monde qui est le notre. Rien à faire nous refusons tous ces petits dieux touchants, ces cultes locaux qui à travers l'amour pour la France sont sublimés, se nourrissant complaisamment des paysages et des souvenirs familiaux et nationaux. Contre ces tentations, nous voudrions parler de la France en détruisant toutes les idoles, en exigeant le plus de démystification possible de notre univers. Rien, somme toute, ne nous montre où planter nos racines, et comme toute liberté, il faut avoir le courage de reconnaître qu'elle n'est pas simple à concevoir. Cette position est provocante, nous le reconnaissons, puisqu'elle s'attaque par l'excès de son universalité abstraite à tous les rêves, à toutes les imaginations et les passions que la seule évocation du nom de notre pays ont toujours su faire naître... Mais puissions nous alors peut-être découvrir le citoyen pour lequel nous œuvrons dans la nudité de sa seule humanité.

Pierre-Paul ZALIO

Elle vit !

Des lettres d'amour, je voudrais en écrire à quelques pays que je connais et à des villes, proches ou lointaines, qui sont toutes à l'étranger. Là-bas, au-delà des frontières, les souvenirs se pressent et l'imagination se laisse aller. Mais la France ? Manque la distance, tandis que surabondent les références obligées. Trop de chansons, de poésies, de littérature, de proclamations. Dire que la France est une personne me paraît bien abstrait, et surenchérir en évoquant une princesse de légende n'est pas fait pour me troubler. Comme tout un chacun, j'ai d'abord avec mon pays des relations sensuelles, qui varient selon l'humeur et le jour. Retour du Maghreb, j'ai tendance à penser que la France est une femme au visage nu qui laisse deviner son corps. Ou bien, c'est le vert ourlé de la campagne bourguignonne au coucher du soleil, l'odeur du rivage à la marée descendante, les paroles échangées à la terrasse du premier café après la frontière. Dans ces retrouvailles, il me paraît secondaire que la France vienne « du fond des âges ». L'important est qu'elle soit là, familière et surprenante à la fois. Non, je ne me souvenais pas de ces campagnes silencieuses et comme désertées, de l'abondance des choses dans les magasins, de l'indifférence des gens et de leur rugosité. Douce France ? Encore quelques heures et je serai habitué, et impatient de retrouver la foule parisienne au cours de la longue promenade qui me permet de me sentir à nouveau pleinement naturalisé.

Mais l'Histoire, l'Enracinement, l'Idée même de la France ? A dire vrai, l'enracinement n'est bon que pour les plantes et l'histoire ne me passionne pas - sauf celle de notre siècle. Mémoire vive, douloureuse.

BERTRAND RENOUVIN

C'est le groupe Manouchian sur l'Affiche rouge et le drapeau tricolore hissé sur la préfecture de Police un matin d'août 1944, tandis que sonnent les cloches de Notre-Dame... Mais les chevauchées, les batailles d'autrefois, je ne les imagine pas, au sens d'une mise en image qui permettrait de les revivre. Bouvines, Ivry-la-Bataille, Rocroi, tout cela reste à l'état de gravure, de cliché, de récit sur papier. Peu me chaut que Louis XIV soit passé par là et quand Maurice Clavel, à Vézelay, grimpait sur le monticule d'où fut prêchée la croisade, je regardais le croisé vivant sans guère songer aux croyants d'autrefois. Même absence d'émotion historique au Château-Gaillard, à Chambord ou à Versailles. Les rois ne me passionnent que quand ils sont là, ou pourraient y être... En fait, je n'arrive à sentir l'histoire, à la vivre « comme si j'y étais » que dans des pays qui ne sont plus que leur propre passé, enfoncés dedans, répétant de manière hallucinée leurs vieilles violences, incapables de s'en libérer. Là-bas - restons diplomatiquement discrets - c'est le présent-passé, troublant parce qu'il fait changer de siècle et de mentalité. En France au contraire, c'est le passé-présent qui me retient. Autrement dit, je crois en bon « traditionniste » que le passé est mort ou mortifiant, que les traces qui importent sont celles qui désignent un chemin, que la tradition est la transmission de ce qui a pu demeurer vif et fécond, pour le meilleur comme pour le pire. L'Histoire vaut d'abord par ses résultantes, ce qui n'empêche pas de chercher à savoir quand, comment et pourquoi ça s'est passé. Il ne peut y avoir de présent sans mémoire - ou bien c'est une modernité fugitive et vite démodée - mais la tradition ne cesse de refaire son tri, qui l'expose à des révisions bouleversantes ou, parfois, à des renaissances inattendues.

Tout cela pour dire que je ne mésestime pas la belle ouverture des Mémoires d'Espoir : « *la France vient du fond des âges. Elle vit. Les siècles l'appellent* ». Mais c'est la deuxième affirmation qui me paraît essentielle. Elle vit. Qu'est-ce que vivre, direz-vous... Me revient la définition simplette d'un savant du siècle dernier : « *la vie est l'ensemble des forces qui résistent à la mort* ». Prenons-la telle qu'elle est, dans son empirisme étranger ou hostile à l'interrogation métaphysique : la France vit parce qu'elle résiste, parce qu'elle a toujours résisté même lorsqu'elle n'en avait pas vraiment envie, malgré les erreurs et les folies, les défaites et les trahisons, les guerres civiles et les divisions. Plutôt que d'évoquer nos malheurs, et les sursauts qui les ont plus ou moins rapidement effacés, je m'en tiendrai aux récentes chroniques de notre mort cent fois annoncée.

La plus étrange fut celle qui décrivait, dans une superbe ignorance des textes signés, des restrictions publiées et d'arrière-pensées faciles à deviner, une Europe fusionnelle dans laquelle la France s'abolirait. Tandis que le « grand marché » se chantait sur tous les tons, notre pays s'offrait un superbe bicentenaire, avec floraison de drapeaux tricolores, défilé militaire et conclusion en forme d'apothéose au moulin de Valmy. Ce beau moment d'unité nationale, où l'on courut sus à l'Anglaise qui osait souligner une antériorité de son pays en matière de droits de l'homme, aurait dû faire figure d'avertissement, quant à la permanence des nations, quant à la force de l'imaginaire collectif et des symboles patriotiques. Dans les palais officiels, les privilégiés qui célébraient la grande fête de l'Egalité s'accommodèrent sans plus y penser de cet amusant paradoxe. Quelques mois plus tard, les mêmes dissertaient avec componction sur l'autre Europe - celle qu'ils avaient oubliée pendant plus de quarante ans - et sur le réveil des nations. Quelques mois encore, et il n'était plus question que de reprendre à Le Pen une idée nationale si légèrement négligée ou ridiculisée. Par bonheur, ces inconséquences et ces billevesées n'ont pas entravé le jeu de la France, en Europe et ailleurs.

Le deuxième « récit » de l'inéluctable décomposition est plus intéressant, parce que ses analyses intègrent une part de ce qu'il est convenu de nommer réalité. En résumé : nous serions de plus en plus une société d'individus mi-désabusés mi-ludiques, qui vivraient sous l'empire de l'éphémère et s'en trouveraient bien. Plus de religions séculières, plus de passions ni de guerre, mais des jeux, des modes et de la communication sidérante. Telle fut l'analyse dominante dans les années quatre-vingt, qui virent en effet l'effondrement d'une grande espérance politique (la voie française vers le socialisme), la dislocation de la classe ouvrière, la chute irrésistible du parti communiste et l'affaiblissement du mouvement syndical. Dissolution de liens sociaux traditionnels, perte des repères, flou des perspectives qui favorisèrent le n'importe quoi communicationnel, le fantasme néo-libéral, la mise en scène de l'entrepreneur dynamique. France cool du jogging - mais très hard sur le MATIF. Humour et compétitivité. Gens branchés qui s'éclatent. Et toujours le Grand Marché.

Bien vu tout de même... Sans doute. Mais cette analyse a tous les inconvénients du sondage : c'est un instantané, qu'on présente à tort comme tableau historique du progrès - ou du « procès » - des sociétés humaines, et qui laisse hors-champ trop d'aspects du vaste monde.

BERTRAND RENOUVIN

L'individualisme - ses meilleurs analystes le disent - n'a pu s'épanouir qu'à l'ombre de l'Etat, et sous l'aile protectrice de la Sécurité sociale. Il n'a pas empêché le jeu des réseaux et le renforcement des castes, ni affecté la puissance des corporations. Et si les maîtres-penseurs sont mal en point, voici que s'affirme le retour de l'idéologie sous sa forme national-populiste et national-catholique notamment. Il est vrai qu'un repli sur soi a succédé à l'effondrement des grandes religions séculières. Mais le succès du Front national atteste qu'il y a dans notre pays un désir profond, et en l'occurrence perversi, de retrouver l'identité collective, la chaleur de la communauté, et des explications rassurantes - simples, totales, radicales dans leurs conséquences. Depuis qu'il a été intronisé, l'individu-roi n'a cessé de se fuir lui-même, devinant sans doute l'enfer du solipsisme. Comme naguère, il n'est pas sûr qu'il évite d'autres logiques, tout aussi infernales, qui sont à l'oeuvre dans notre pays comme en Europe à peine libérée. Du Kosovo à l'Azerbaïdjan, le mouvement des peuples ne conduit pas nécessairement à la démocratie paisible et au grand marché sans histoire. « Cool memories » ? En effet, les années cool sont déjà derrière nous.

La perspective de l'intégration économique n'empêchera pas plus la nation française d'exister qu'elle n'a rendu futile le désir allemand d'unification. Et l'exigence d'unité, d'identité, de communauté, continuera de se manifester, comme pulsion dangereuse ou comme relation paisible à une symbolique clairement incarnée. Les révolutions européennes de 1989 se sont chargées, sur ces deux points, de clarifier les idées. Mais voici qu'un autre thème renaît, à la faveur de l'épreuve de force avec l'Irak. Sans doute, commence-t-on à suggérer, la France demeure une nation et son identité est à repenser. Mais c'est une petite nation, qui ne peut plus tenir son rang dans un monde dominé par les super-puissances, les hyper-grands. Quoi qu'elle dise, elle sera toujours à la remorque des Américains sur le plan militaire, et moins forte que les Allemands sur le plan économique et financier. Vieux discours sur la décadence, qui a pour lui les données chiffrées, et qui trahi le désir de s'en remettre enfin à d'autres pour son confort et sa sécurité. Mais la France ne se laissera pas impressionner. Elle a toujours été petite face à des empires qui ont fini par s'effondrer. Le réalisme du 16^e siècle, c'était l'Europe selon Charles Quint. Et le Maréchal Pétain était réaliste lorsqu'il consentait à collaborer à la « nouvelle Europe » allemande. Sans établir d'analogie avec la période de l'Occupation, nous avons aussi connu l'enthousiasme « atlantique » des détracteurs de la

politique gaullienne - qui n'oseraient pas signer, aujourd'hui, les articles où ils ridiculisaient la « bombinette ». Ce sont les mêmes, ou leurs héritiers, qui voudraient que la France reconnaisse sa faiblesse et s'aligne définitivement. Là encore les événements récents ont rendu cette idée désuète. Nous ne sommes plus coincés entre les super-grands, puisque l'Union soviétique se défait et que la Russie sera, pendant de nombreuses années, une puissance en retrait. Et si la capacité militaire américaine continue à impressionner - malgré la cinglante défaite vietnamienne - qui ne voit que les États-Unis sont financièrement fragiles et, surtout, malades de pauvreté, de violence et de drogue. Il n'y a plus de modèle américain. Et il n'y a plus de guerre froide. Ce qui nous libère à la fois d'une fascination et d'une situation anormalement figée.

Alors ? Alors nous voici dans le monde des nations qui réaffirment leur personnalité et des empires qui cherchent une nouvelle assise. Monde dangereux et passionnant qui ne réduit pas la France au rôle de témoin désabusé. Des amitiés historiques peuvent se renforcer, des relations nouvelles s'établir, dès lors que notre pays reste fidèle à lui-même : l'existence, la résistance, au nom de la liberté. On voit que cette exigence a été plus décisive que les forces conjuguées des partis totalitaires, des divisions blindées et de la police politique. Elle le sera aussi contre la violence de l'économie, contre l'usurpation technocratique, contre les intégrismes politiques et religieux. Pourquoi ? Parce qu'on n'a pas envie de se laisser faire. Telle était l'intime conviction des communeux de Bouvines, des compagnons de Jeanne d'Arc, des patriotes de Valmy... Mais l'individualisme, les douceurs émollientes de l'abondance, la sidération produite par les images télévisées ? Qu'importe. C'est le temps de loisir, c'est le repos qu'on s'offre entre deux efforts ou entre deux révoltes. Que voulez-vous ! Un peuple millénaire, qui a encore beaucoup d'aventures à courir, ne peut se maintenir tout le temps sous pression. D'où notre légèreté, notre esprit superficiel, notre indiscipline. Mais lisez Saint-Simon : ces nobles obsédés par les titres et l'étiquette vont à la bataille avec élégance, si possible après un bon repas, et savent mourir très gracieusement. N'oublions pas que la Résistance fut aussi le produit de la III^e République, de cette « France de l'apéro » dénoncée par les Collabos, et que la révolte de Mai 1968 fut accomplie par une génération qu'on disait ahurie par les rythmes « yé-yé » et aliénée par « les choses » mais qui a su proclamer ce que nous savons depuis toujours : que la révolte

BERTRAND RENOUVIN

est une fête, que faire la révolution sans faire l'amour est de mauvais augure, et que l'on consent mieux au sacrifice quand on s'est agréablement divertit. Seuls le comte de Paris, et plus tard le général de Gaulle, ont vu à quel point cette révolte était exemplairement française.

Mais aujourd'hui ? Nous avons encore beaucoup à dire et à faire, malgré ceux qui, avec une fausse humilité, voudraient nous faire croire qu'il n'y a plus de grand projet possible, et que seule la gestion est salutaire. Comme si nous pouvions nous accommoder longtemps encore de la pauvreté et de l'exclusion, de la dictature de l'argent et de l'impérialisme économique... Reprendre la tradition française de l'intégration, inventer une nouvelle citoyenneté, instaurer un Etat de justice, faire des banlieues autant de villes, rendre vie au débat civique, affranchir l'Etat des castes qui le confisquent, redonner sa dignité au souci politique : tel est le projet démocratique, déjà presque élaboré, mais sans forme et sans force. Il faudra bien quelques grandes journées, ludiques et créatrices, bruyantes et irrespectueuses, pour le faire advenir.

La France vit, même si elle vit aujourd'hui dans l'attente. Elle a résisté et résistera encore, même si elle fait semblant d'écouter ceux qui lui disent le contraire. Elle vit et résiste parce qu'elle a un projet, pour elle et pour le monde, qui lie indissolublement ses traditions spirituelles et politiques. Il n'y a vraiment pas de quoi désespérer.

Bertrand RENOUVIN

La France, le France et les toits

En ce début de l'année 1962, aucun doute possible dans l'esprit du petit Havrais qui regarde s'éloigner le plus long, le plus beau paquebot du monde : la France ? Non pas une personne mais un navire, un navire exemplaire, merveille de technologie et d'élégance, un paquebot majestueux qui quittait le quai pour son voyage inaugural et allait prouver à la face du monde que notre pays était définitivement sorti des errances de l'après-guerre. On avait reconstruit, on construisait, et ce que nous lancions sur les océans était à l'image de ce que nous étions, nous, Français, peuple industriel, inventif et pétri de belle culture...

Dans mon esprit d'enfant les choses, alors étaient simples : les chantiers français avaient fabriqué ce chef-d'oeuvre (et je n'étais pas peu fier que mon père - à un niveau infiniment modeste - eût participé à la réalisation de ce bel ouvrage), à bord chacun se trouvait à sa place pour la manoeuvre, à l'Elysée de Gaulle était à la barre, les usines tournaient, les producteurs produisaient, « les étudiants étudiaient », le bateau FRANCE fendait les brumes de février vers le grand large et un jour, j'aurai ma place sur le pont.

Quelle naïveté ! Nos représentations symboliques empruntent à l'époque et je me demande parfois si j'aurais supporté la disparition du FRANCE, quelques années plus tard, sa mercantile transformation en NORWAY, si le souffle salutaire de Mai 68 n'était venu à temps me dessiller les yeux. En évitant malgré tout, de tomber dans les bras d'un autre Grand Timonier, je compris que le FRANCE, ou que le

RÉMY TALBOT

CONCORDE, qu'un bien matériel soumis aux lois de la concurrence - si prestigieux fut-il - ne constituait pas une représentation valide de mon pays car on ne saurait aliéner sa propre patrie, n'est-ce-pas...

Ce fut une période de doute. Où allait la France ? Le président de la République accordéoniste ne parla-t-il pas anglais lors de la conférence de presse qui suivit son élection ? Ne considérait-il pas la France comme une « petite puissance » ? Une petite puissance qui, sous la gestion du gros monsieur Pompidou, avait fait le choix de l'électricité d'origine nucléaire et entrepris le bétonnage systématique de ses plus beaux sites littoraux et montagnards... où allait la France ?

Par suite d'un repli sur soi-même, une fois passé le temps des manifestations de masse, ou parce que je sacrifiais à la mode régionaliste du « retour à la terre », l'image éminemment symbolique du toit s'imposa à moi ; ou plutôt je découvris en même temps, à travers la merveilleuse diversité des toits des maisons françaises, une dimension politique essentielle du pays et l'exigence de sauvegarder ce qui pouvait l'être pour éviter l'uniformisation générale des paysages et des esprits. Je prétendais que l'âme d'une nation se révélait, pour peu qu'on levât les yeux, à la façon dont ses habitants avaient protégé leurs foyers.

Il est de tristes pays où les toitures s'alignent, toutes identiques, sans grâce, les pays du consensus où priment les soucis d'économie et d'efficacité. La France, elle, offrait une palette généreuse de teintes, de matériaux, de formes et de volumes. J'aimais la tuile rose du Vivarais, les pannes flamandes, l'ardoise d'Anjou (et la Bretonne ô combien !), le chaume de blé et la paille de seigle, les lauzes d'Auvergne, la tuile qui couvre, au Sud, les toits à faible pente dont le volume (un tiers de la maison) est un héritage de Rome... J'aimais le végétal et le minéral, la brande de genêt et l'écaille de schiste vert. J'aimais l'intelligence pratique du bâtisseur qui infléchi le faitage en son milieu et créa de cette façon une ligne souple et belle... et avait assuré ainsi l'étanchéité de son toit en resserrant les tuiles. J'aimais aussi le vocabulaire des couvreurs de mon pays, ces mots longs en bouche : les coyaux, l'essente, l'arétier et le pas-de-moineau, le travaillon et le lignolet... J'habitais un vieux pays et il me plaisait de penser que, du plus raffiné des châteaux à la dernière des masures, l'histoire et la nature avaient laissé leurs empreintes sur les toits, différents d'une province à l'autre, d'un « pays » à l'autre, pour manifester à l'évidence que la République «

LA FRANCE ET LES TOITS

une et indivisible » n'existait pas. La France que j'aimais était bien ce pays « hérissé de libertés ». Pas de garde-à-vous imposé, pas de ligne de faitage rectiligne, une courbe douce pour permettre aux divers composants français d'être bien serrés et de faire face, ensemble, aux intempéries...

J'aurais pu cultiver longtemps cette vision rurale et un peu passéiste de la France si la pyramide du Louvre ne m'était soudain apparue dans le creuset alchimique intérieur où s'élaborent nos rêves, chimères et représentations secrètes, comme l'image la plus fidèle de ce qu'était, pour moi, la France. Nouvelle synthèse ! Je conservais - en la sublimant - l'image sécurisante du toit et regagnais, avec l'oeuvre de Ieoh Ming Pei, la modernité oubliée du FRANCE. C'était bien un toit, mais un toit transparent dont les 666 losanges de verre blanc ne dissimulaient rien du ciel de Paris, un toit qui captait la lumière en s'ouvrant sur la ville et sur le monde ! C'était bien une réalisation futuriste, mais la greffe était entée, au coeur de la cour Napoléon, sur un terreau ancien, sur les fondations d'une forteresse carrée édifiée par Philippe Auguste ! La voilà la France !!!

Il me faut pourtant conclure par une confidence, un aveu qui, dans mon esprit, atténue l'éclat du verre de Saint-Gobain et prend la teinte sombre du granit des fontaines : lors de ma dernière visite au Louvre j'ai pensé - Dieu sait pourquoi - aux squatters expulsés qui campaient sur une place du XIX^e arrondissement dans le dénuement le plus complet. A l'aube du troisième millénaire il existait donc ici des gens qui n'ont même pas un toit... Moi qui étais si fière de cette sublime verrière, j'ai vu la silhouette de l'abbé Pierre glisser au pied de l'édifice, j'ai reconnu son regard brûlant de charité et j'ai songé que, s'il me fallait aujourd'hui penser à la France comme à une personne, c'est son visage que je retiendrais. Une fois encore, je le confesse, je me suis pris à douter de mon pays...

A « La Roche »

Rémy TALBOT



DE GAULLE et les écrivains

*Textes édités par Jean Serroy
Préface de Régis Debray
Commentaires de Jean Lacouture*

**Malraux, Mauriac, Claudel, Bernanos, Maurras,
le cardinal de Retz, La Rochefoucauld,
Corneille, Sartre...**

Commande à passer à *Cité* accompagnée du règlement
(prix franco 100 F)

De Gaulle et Saint Bernard

La rencontre de deux géants

Le 11 décembre 1969, André Malraux rend visite au général de Gaulle à Colombey-les-Deux-Eglises. De l'entretien de 40 minutes qui les réunit, Malraux tire la matière originelle du livre intitulé *Les chênes qu'on abat ...* (1). A relire cet ouvrage, paru aux éditions Gallimard en 1971, l'on remarque qu'un personnage le hante littéralement : Saint Bernard, abbé de Clairvaux (1090-1153).

Certes, Clairvaux est très proche : une quinzaine de kilomètres tout au plus, au sud-ouest de Colombey. Ce voisinage incite donc à l'évocation. Dès le début de l'ouvrage, soulignant la solitude hivernale du Général, Malraux écrit : « Il m'a dit autrefois, pendant que nous parcourions le parc : Voyez, tout ceci a été peuplé jusqu'au V^e siècle; et il n'y a plus un village à l'horizon ». Et Malraux d'ajouter, comme en aparté : « La cellule de Saint Bernard, ouverte sur la neige des siècles et la solitude » (p.21) (2). Ce thème de la solitude ne manque pas d'être repris : « Si loin que s'étende mon regard, dit le général, il n'y a pas une maison. On peut se promener pendant des heures et ne rencontrer personne ». Et Malraux de commenter : « Sans doute Saint Bernard a-t-il parcouru comme lui cette immensité déserte de l'hiver : Clairvaux est au-dessous de nous » (p.79). A la solitude de la Champagne se confond celle du grand homme qui vient de se retirer de la vie politique.

—(1) Voir Jean Lacouture, « *Malraux, une vie dans le siècle* », Paris, Seuil, 1976 [1973], p.417-423.

—(2) Sur la question de la solitude chez Malraux et de Gaulle, voir « *De Gaulle et Malraux* ». Colloque organisé par l'Institut Charles de Gaulle, novembre 1986, Paris, Plon, 1987, p.298-304.

JACQUES BERLIOZ

Dans ces deux citations se décèle la ferme volonté d'André Malraux d'identifier le général de Gaulle au saint abbé (3). Volonté que l'on retrouve à plusieurs reprises dans *Les chênes qu'on abat...*.

Quand Malraux essaie de comprendre pourquoi le Général est hanté par la France, il note, après avoir écarté les explications psychologiques vaines, dit-il, dans son cas : « (...) son intelligence tient au **niveau** de sa réflexion (ce que Chateaubriand appelait l'intelligence de la grandeur d'âme) plus qu'à cette réflexion même ou à la pénétration, bien qu'elles ne lui manquent pas ; et tient aussi à une obsession. Je suppose qu'il y a eu, chez les grands chrétiens du Moyen-Age, Saint Bernard par exemple, des intelligences de vocations » (p.24). A l'obsession de la défense de la chrétienté si présente, il est vrai, chez Saint Bernard, ferait écho celle de la France chez le Général. L'auteur de la *Condition humaine* reprend et approfondit cette idée plus loin : « Il a rétabli la France à partir d'une Foi, et la foi n'a pas qu'un sens religieux », écrit-il (p.41-42). Sans la foi en la France, poursuit-il, le Général n'eût été qu'un « vainqueur intrus parmi les vrais, ou un vaincu plus ou moins héroïque ». Ayant opposé de Gaulle à Napoléon, obsédé par lui-même, non par la France, il conclut : « Une fois de plus, je retrouve dans le Général ce que j'ai appelé le chef d'ordre religieux. Si la France l'abandonne, il parcourt sa solitude mérovingienne au-dessus de Clairvaux, il n'envisage pas d'aller servir le Grand Turc » (p.42). Il est difficile de ne pas reconnaître Saint Bernard dans ce « chef d'ordre religieux » : même si celui-ci n'a jamais été à la tête de l'ordre cistercien (il refusera sa vie durant toute autre dignité que celle d'abbé de Clairvaux), il en a été le chef moral et a puissamment contribué à son expansion (4).

Pour Malraux, le charisme du Général et le succès de ses paroles auprès des foules rejoignent à bien des égards ceux de Bernard de Clairvaux. S'entretenant avec de Gaulle de ses allocutions, Malraux oppose ce type de discours à l'oeuvre littéraire : « Tout grand écrivain est lié à ceux qui le précèdent, lui dit-il, alors que vos allocutions n'avaient pas de précédent. Sauf un. Vous connaissez Vézelay : comment les chevaliers, en bas, auraient-ils entendu Saint Bernard, qui parlait évidemment sans micro ? Cependant, ils sont partis pour la Croisade » (p.36). L'écrivain fait ici allusion à prédication de la Deuxième croisade à Vézelay, le 31 mars 1146, devant le roi de France, ses barons, de nombreux prélats et une foule immense. L'éloquence du saint comme son charisme firent merveille : jusqu'à la nuit. Bernard et

→ (3) Sur Malraux et son goût pour l'histoire de France, voir André Holleaux, « André Malraux, ministre », dans « *André Malraux. Unité de l'oeuvre. Unité de l'homme* », Colloque de Cerisy..., juillet 1988, Paris, la Documentation Française, 1989, p.330-331.

→ (4) Voir André Louf, « Saint Bernard abbé », dans « *Bernard, 1090-1990* », colloque international..., Lyon, Citeaux, Dijon, 5-9 juin 1990.

DE GAULLE ET SAINT BERNARD

ses aides distribuèrent des croix. Le saint lui-même décrit l'effet de sa prédication : « J'ai ouvert la bouche, j'ai parlé et aussitôt les croisés se sont multipliés à l'infini » (*Lettre* 247).

Mais de Gaulle lui-même, comment considérait-il saint Bernard ? *Les chênes qu'on abat...* fournissent deux jugements du Général sur l'abbé de Clairvaux. Le premier n'est guère favorable à Bernard. Et Malraux, le rapportant, en est d'ailleurs étonné : « Il m'a dit une phrase surprenante de sa part (mais qui exprime peut-être l'un de ses domaines secrets), plus surprenante encore parce qu'il avait parlé ainsi de Saint-Just : Saint Bernard était assurément un colosse ; était-il un homme de coeur ? » (p.81). Que le Général assimile Bernard à Saint-Just (mort en 1794) n'est en effet dans sa bouche guère flatteur, même si Malraux note plus haut : « (...) Saint-Just ? il le connaît mal, et ne l'aime pas » (p.79). Le révolutionnaire exalté qu'était Saint-Just, se faisant remarquer par ses positions violentes, réclamant par exemple la mort du roi sans appel au peuple ni sursis, rappelle sans doute au Général le caractère passionné, véhément, autoritaire et dominateur attribué habituellement par les historiens à saint Bernard.

Quand plus loin, le Général de Gaulle évoque à nouveau devant Malraux l'abbé de Clairvaux, c'est pour le décrire sous les traits d'un combattant, associé à Napoléon dans la faculté (propre selon lui aux personnages historiques) de provoquer le destin. « Peut-être n'a-t-on pas pris assez conscience - avoue-t-il à Malraux - d'un fait évident, considérable pourtant : les hommes de l'Histoire sont nécessairement des joueurs ». Et Malraux de poursuivre : « Lorsqu'il parle sur le ton de la confiance, son oeil se plisse, et la confiance semble ironique : Saint Bernard n'était pas assuré d'écraser Abélard. Napoléon, le matin d'Austerlitz n'était pas assuré de la victoire » (p.196-197). On remarquera que le Général ne retient de la vie de Bernard que le combat qui l'opposa en 1140 au philosophe Pierre Abélard, épisode célèbre porté par l'historiographie romantique (chez Jules Michelet par exemple) au rang d'emblème de la lutte entre la raison et la foi. En un mot, ce n'est point l'auteur mystique qui vient à l'esprit du Général mais bien le farouche défenseur de l'orthodoxie chrétienne.

Malraux assimile sans conteste le héros de la France Libre au solitaire de Clairvaux, discernant en eux un même type d'intelligence et une efficacité identique dans la persuasion. En revanche, si pour Charles de Gaulle saint Bernard a la stature d'un grand personnage

JACQUES BERLIOZ

historique, humainement ce vigoureux soldat de Dieu ne lui plaît guère. D'où un étonnant paradoxe : alors que Malraux l'agnostique tente désespérément d'identifier le saint et le héros, le très catholique général n'a de cesse de se démarquer d'un bien encombrant voisin.

Jacques BERLIOZ

Abîmes roumains

UNE CHANCE HISTORIQUE :

Carrefour d'influences mongoles, byzantines, grecques, françaises et européennes, la Roumanie a une histoire riche de perpétuelles résistances (face aux Russes, aux Ottomans, aux Austro-hongrois) et de perpétuel enrichissement artistique et intellectuel. Le peuple Roumain, pacifique, entreprenant et chaleureux a tenté de rattraper les puissances occidentales dans tous les domaines. Ilot de latinité dans un océan de slaves, les Roumains évoquent avec fierté le temps où Bucarest était surnommée « le petit-Paris ».

Avant-guerre, la culture française y était dominante, et la vie artistique, intellectuelle et mondaine de la Capitale, intense. Dans les années 20, la famille Bratianu y animait la vie parlementaire, jusqu'au moment où le roi Carol II (1930 - 1940) instaura une dictature personnelle. Mais la guerre a coupé « le blé en herbe » de l'élite bucarestoise. Le 23 août 44, le roi Michel I^{er} écarta le premier « conducator » pro-allemand I. Antonescu, et fit passer la Roumanie de la tutelle nazie à la tutelle communiste. Staline le décore de la Victoire puis le force à abdiquer en décembre 47. A cette époque, il y avait au mieux 1000 communistes dans tout le pays. Les premiers dirigeants communistes, dont Anna Pauker de sinistre mémoire, étaient exportés par Moscou. La guerre et le communisme ont décapité la Roumanie. Processus d'élimination de l'élite, la lutte contre le « cosmopolitisme » de G.G. Dej (1952-1967) fit des milliers de victimes.

GUILLAUME KOPP

Le National-Communisme de Nicolae Ceausescu (1967-1989) fit d'abord illusion, mais la médiocrité, l'illettrisme et la folle mégalomanie du Conducator ont plongé le pays dans un enfer difficilement imaginable.

LA RÉVOLUTION (de Palais) :

Deux équipes rivales ont tenté d'atteindre le pouvoir : celle de Iliescu-Voican-Militaru, et celle de Mazilu. Les deux ont d'abord tenté de faire une brèche dans le P.C.R. (Parti Communiste Roumain), mais le cloisonnement de ce parti a persisté. Ses membres, par crainte, sont restés fidèles au Conducator. L'armée, aussi a résisté devant les tentatives de Mazilu et de Iliescu. Seuls les agents de la Securitate, achetés, se sont ralliés et ont participé à la chute du couple présidentiel. Mais Iliescu, fort de meilleurs appuis (celui de Gorbatchev), va s'imposer.

Mi-décembre. Ceausescu est en visite officielle en Iran. Il y dépose toute sa fortune en or. Devant le regain de tension à Timisoara, il rentre précipitamment à Bucarest.

Avec l'aval de Gorbatchev, Iliescu, Voican et Militaru organisent le meeting du 21 décembre, y infiltrent des agents de la Securitate et du K.G.B.. Ceux-ci vont semer le trouble dans la foule, amenée de force à applaudir le Conducator et son épouse. Pendant son discours, deux explosions ont lieu à Bucarest ; le dictateur s'aperçoit de l'agitation naissante et lance une vaine surenchère : « je vous augmente de 100 lei », « de 200 lei », « je vous accorde une journée de repos hebdomadaire »... Puis il se retire dans l'immeuble du Comité Central. Des jeunes de 15 à 25 ans ont alors jeté des pierres et ont manifesté jusque dans la nuit.

Au matin du 22 décembre, la place était vide et muette, quadrillée par l'armée. Le sol était maculé de sang : un massacre a bien eu lieu et l'armée est bien responsable. A 6 heures, la Place est nettoyée et des milliers de bucarestois et d'ouvriers des faubourgs s'y pressent, au cri de « libertate ». L'incroyable reste à venir : A 10 heures, Ceausescu réapparaît au balcon... et salue la foule : jusqu'au bout, il sera convaincu de sa popularité. Iliescu le fait assassiner 3 jours après afin qu'il n'avoue rien sur le passé des nouveaux dirigeants. Dans l'après-midi, la Bibliothèque Nationale est en flammes, ce qui est une catastrophe pour la culture et la mémoire du Pays. Le mois de janvier,

selon les bucarestois, fut extraordinaire : une véritable communion silencieuse a soudé les révolutionnaires, dans l'insondable bonheur d'une liberté recouvrée. Dès février, les illusions sur le nouveau pouvoir se sont évanouies.

50 ANS DE COMA INTELLECTUEL :

Selon un membre du Dialogue Social (groupe d'intellectuels) les Roumains ont connu « 25 ans de prison ». Mais il faut remonter à la guerre pour comprendre la profondeur des maux qui frappent le pays.

Réduit à l'état de survie, quoi d'étonnant qu'il ait perdu toute culture politique, et le raffinement de ses moeurs latines. Etranger chez lui, déraciné à la ville, le peuple roumain est manipulable à loisir. « Nous sommes plus malheureux que sous Ceausescu », dit-on au Dialogue Social. L'élite, découragée et écrasée (épisode des mineurs, humiliation, provocations du Gouvernement) songe aujourd'hui à quitter la Roumanie...

Avant la révolution, un maillage de réseaux d'entraide, s'était constitué à Bucarest, des liens d'humanité et de solidarité s'étaient établis, dans la haine collective du couple présidentiel. Aujourd'hui, tout s'est relâché, distendu, la suspicion a gagné sur la confiance.

Vingt-cinq ans de démesures et d'aveuglements ont réussi à encrever durablement une mentalité bureaucrate, paresseuse : tous sont « ingénieurs », tous font « semblant de travailler et d'être payés ». C'est la nuit, au « noir », que l'on travaille vraiment. Seulement, pas de sens de la responsabilité, aucune initiative, et, parallèlement, aucune notion de démocratie, de parlementarisme... Plus grave : les gens ne savent comment utiliser leur nouvelle liberté, ils en ont peur, et se réfugient dans les structures anciennes.

Le gouvernement se satisfait de cette situation. Et en profite. La télévision, redoutable instrument de propagande, sert de narcotique. Autrefois, c'était Ceausescu, de 20 heures à 22 heures. Aujourd'hui, entre séries américaines, émissions françaises et variétés, se glissent désinformation et mensonges. Mais la débauche matérielle de l'occident fascine le téléspectateur, le détourne de l'essentiel.

La vie sociale est prise en charge par les étudiants et les personnes âgées. Les adolescents n'ont pas confiance en leurs parents (autrefois obligés d'adhérer au P.C.R. s'ils voulaient un travail acceptable), et

GUILLAUME KOPP

questionnent, apprennent de leurs grands-parents : cette grave scission familiale a provoqué une marginalisation des individus qui ont entre 35 et 50 ans.

Enfin, les malheurs du quotidien sont rejetés sur les minorités (Hongrois, Allemands, Juifs, Tziganes), victimes du nationalisme exacerbé entretenu par les régimes successifs.

Deux éléments ont sauvé les bucarestois : la redécouverte d'une nature sauvage (Carpates, delta du Danube), et un sens de l'humour et de la dérision : libérés de l'État-prison, cet instinct de conservation se relâche aujourd'hui, de même que la cohésion nationale se trouve rompue pour longtemps (suspicion, rumeur, repli).

Il s'agit ici de faire une nette distinction entre Bucarest et la Province. Autant la Capitale est tendue, oppressante et grise (tout s'y passe), autant la campagne apparaît riante et riche, propre mais arriérée. Le rythme ancestral s'est maintenu, le « folklore » ravirait le touriste ; les paysages sont beaux et variés et la motorisation presque inexistante : boeufs et chevaux tractent et travaillent comme dans la France des années 20. L'électrification est la seule évolution en plusieurs siècles.

Sur le plan économique, la Roumanie n'a pas de dettes. Mais les méfaits du communisme sont plus frappants encore dans ce domaine. Les gaspillages, la désorganisation, les investissements gigantesques et inutiles vont de pair avec des équipements entièrement défectueux (Transport public, éclairage, canalisations, routes...) et constituent un gouffre financier. Pays à dominante agricole, la Roumanie pourrait seule nourrir 350 millions d'hommes. Or, le système a voulu des pénuries pour 23 millions d'habitants. La plupart des jeunes ont migré vers la ville et les « blocs », ces immeubles insalubres de la « systématisation » de Ceausescu. La vraie misère se trouve dans ces banlieues sans fin, hantées de tours inachevées : la campagne s'est trouvée vieillie par cet exode, et l'armée, « bonne à tout faire » du régime, a été enrôlée pour les récoltes et mobilisée pour achever les constructions. La folie architecturale de ce « Danube de la Pensée » trouve son comble dans « le Palais du Peuple ». Surnommé « Le Monstre », : 100 mètres de haut, autant sous terre, il a nécessité le nivellement d'une colline et a privé Bucarest d'électricité et de chauffage pendant 10 ans.

Bref, le peuple roumain est passé d'un état d'hébétude, entretenu par la propagande, à un état de prostration dû à une forte crainte du lendemain. La mentalité qui leur a été inculquée les marquera encore pendant 20 voire 30 années.

DIVISER POUR REGNER : UN APPEL A LA GUERRE CIVILE

Le caractère très primitif des événements de décembre-juin, ne doit pas cacher le vrai visage du Gouvernement : celui-ci est constitué d'efficaces technocrates, pas d'hommes politiques.

Elu avec 85 % des suffrages, parce qu'il n'exige pas de nouveaux efforts d'adaptation et rassure, donne à manger et laisse une certaine liberté de parole (liberté de presse). Le pouvoir n'a aucun programme, aucun projet, aucun échéancier politique ; c'est la navigation à vue, la démagogie, le règne du court terme : il s'agit avant tout de se cramponner au pouvoir afin de ne pas être jugé. La technique gouvernementale est la suivante. A titre d'exemple : annonce par la rumeur d'une augmentation de 15 lei par litre d'essence : mécontentement général. Passe une semaine. Par voie officielle cette fois, le gouvernement annonce que le litre n'augmentera que de 9 lei : soulagement et popularité.

Les 15 % restant, élite de toute la Roumanie, forment l'opposition au gouvernement. Selon eux, le président Iliescu, communiste convaincu (autrefois dauphin de Ceausescu), est lâche et vaniteux. Lâche, car il disparaît dès qu'il fait une erreur politique. Aucune des structures n'a bougé. La Securitate est intégrée à l'armée, le courrier est surveillé. Par la télévision, le pouvoir cultive l'ignorance populaire, gage de sa survie aux leviers de l'Etat.

Enfin, il est désormais clair que le gouvernement Iliescu-Roman pousse le pays à la guerre civile :

- Les mineurs (Securitate déguisée) sont venus abattre l'opposition estudiantine et politique à Bucarest. Leur barbarie est révélatrice de l'état d'esprit de l'Etat devant « la démocratie spéciale » souhaitée par le président Iliescu. Le plus terrible pour l'opposition est que les mineurs ont été applaudis par des bucarestois.

- Les troubles entretenus chez les minorités hongroises de Transylvanie.

GUILLAUME KOPP

- La tentative d'intimidation des maires de l'opposition, soutenus par les populations locales.

Concernant les partis politiques, le Front de Salut National (F.S.N.) est une formation hétéroclite, mais il a su garder la splendide discipline du P.C.R. L'opposition parlementaire est, elle, désunie et minée par les ambitions personnelles : le gouvernement utilise I. Bratianu (libéral) pour faire éclater le Parti National Libéral (P.N.L.) de Campeanu. I. Ratiu, du Parti National Paysan, a été discrédité, taxé à la télévision de Capitaliste voulant « racheter la Roumanie »... Le clergé orthodoxe, qui a pactisé avec le régime, est lui aussi discrédité : le Patriarche de Bucarest, qui a soutenu Ceausescu le 22 décembre et s'est ensuite retiré dans un monastère des Carpates, a été rappelé par Iliescu. Madame Cornéa, « une pure », vit désormais en France. Les étudiants, principales victimes, sont organisés en ligues. Ils sont découragés, et en état de choc. La libération de Manteanu est pour eux une maigre victoire, mais une victoire tout de même. Taxés de golans (voyous), de fascistes, de légionnaires, leur non-violence est toutefois une preuve de leur maturité.

Le Roi Michel, 69 ans, est considéré avec respect et sérieux par l'opposition, mais il apparaît à certains comme un homme du passé, et ses filles ne parlent pas le roumain. Bref, seul l'étudiant Marian Manteanu semble l'alternative d'avenir, mais sa détention et les brutalités subies l'ont, provisoirement, diminué.

Voici donc présentés les différents volets de cet « état des lieux » très général de la Roumanie, en juillet 90.

Nos sociétés, surinformées, désinformées perdent souvent la mémoire : n'oublions pas la Roumanie.

Guillaume KOPP .

Revue des revues :

Télévision et déontologie

La télévision française va mal : stratégie des groupes privés, attitude contestée du Conseil supérieur de l'audiovisuel, attentisme des pouvoirs publics, invasion de la publicité, multiplication des séries américaines, dictature de l'audimat, loi du spectacle, désinformation lors des événements de Roumanie, on n'en finirait pas d'énumérer les éléments de la crise d'un media qui joue - ou semble jouer - un rôle majeur dans la société. Le fait est que la privatisation n'a pas répondu aux espoirs des libéraux - le fameux « mieux-disant culturel » de François Léotard figurant parmi les plus grosses bourdes de la décennie.

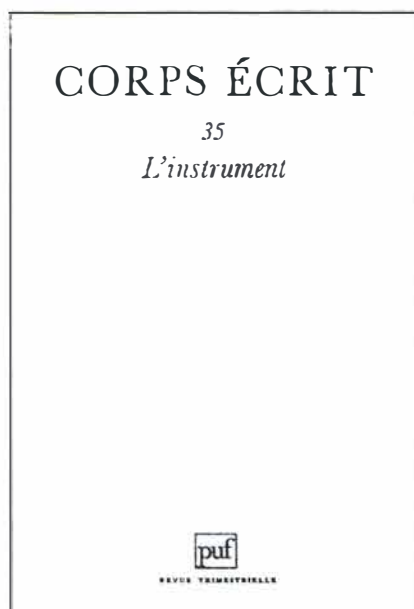
Certes, il convient de rappeler que la télévision ne s'est jamais très bien portée. La rediffusion des bonnes vieilles émissions d'autrefois ne peut nous faire oublier le temps où l'information télévisée était soigneusement contrôlée par le pouvoir - gaullien, pompidolien et giscardien - et où les émissions de divertissement étaient déjà dénoncées pour leur débilite. Mais le rappel des fautes passées n'excuse pas celles qui sont à présent constatées, et il faut tenter d'y voir clair dans le système audiovisuel français avant de songer à la transformer une nouvelle fois.

Pour y voir clair - autant que possible - il n'est pas inutile de s'interroger sur la fascination qu'exerce la télévision. La magie souvent évoquée du petit écran paraîtra peut-être moins redoutable si l'on évoque le caractère magique de tous les objets, et de l'objet en tant que tel. C'est ce que montre le psychanalyste Paul-Laurent Assoun dans un

REVUE DES REVUES

article de la revue CORPS ECRIT dont le numéro 35 (septembre 1990) est tout entier consacré à L'Instrument. Après avoir souligné que Freud manifestait un grand intérêt pour tous les « appareils d'appoint » qui sont construits à l'image des « organes des sens » pour combler artificiellement leur déficit, Paul-Laurent Assoun observe que la vertu ambiguë de l'instrument est « qu'il montre à la fois ce qu'il produit et ce qu'il manque. Il marque une absence et invite à s'interroger sur l'objet de cette absence. (...) Le mystère de l'instrument, ainsi abordé par le savoir de l'inconscient, est que, institué pour être *manipulé*, il tend à agir par sa propre logique. Il produit certes un *effet*, mais dissimule son mode de production. La magie de l'objet nous oriente donc vers l'Objet magique ». Ainsi, le fétiche se présente comme un instrument parfait, puisque c'est un « objet-toujours-prêt-à-l'usage » qui rend l'universel superflu aux yeux de son usager puisqu'il triomphe du manque et protège contre celui-ci (la castration). Le fait que l'instrument se barde de technologie ne change rien à l'affaire : « il restitue sans cesse son effet magique, puisqu'il garantit le *pouvoir* comme volonté de jouissance d'un groupe. L'instrument ne se définit donc pas essentiellement par son effet ni par son essence fonctionnelle, mais par son *gain* de vérifier la loi de jouissance. L'instrument est destiné à prouver que *ça peut* ». Faute de pouvoir restituer l'ensemble du raisonnement de l'auteur, retenons sa conclusion : « C'est peu et au fond mal dire que l'homme est au service de l'instrument. Il semble plutôt, ce sujet clivé, au service de cette instrumentalité qui sans cesse l'oblige à répéter le manque. Il rejoue le manque, entre mort et jouissance, et de façon sans cesse resserrée par une escalade de défis, comme s'il se remettait sur le seuil de l'acte, ajournant ainsi l'intériorisation de la culpabilité, mais aussi celle de l'angoisse. Il n'y a peut-être pas d'exigence de lucidité plus radicale que celle de reprendre à l'instrument ce qu'il n'a jamais donné... »

Je ne sais si Dominique Wolton, qui a consacré de nombreuses années à l'étude de l'objet télévisuel, ferait sien ce regard psychanalytique sur l'instrument. Mais ses propres conclusions, telles qu'il les livre au DÉBAT (n° 61, septembre-octobre 1990), ne me semblent pas très

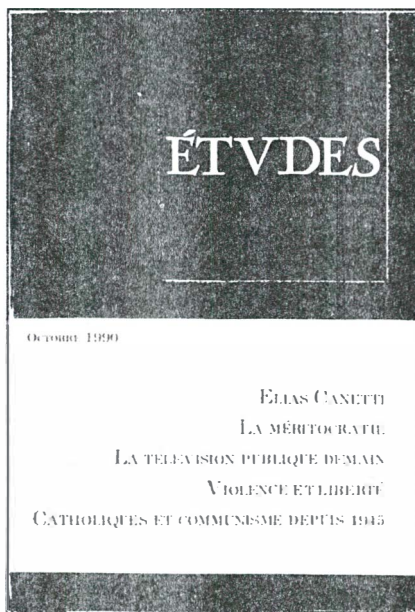


TÉLÉVISION ET DÉONTOLOGIE

éloignées des réflexions de P.-L... Assoun quant à la fonction de la télévision : on disserte sur ses effets, sur la manière dont elle assure ses tâches (informer, éduquer, divertir) mais on ne voit pas que le principal pouvoir de la télévision est d'assurer le lien social. « ...un lien social d'autant plus efficace, écrit Dominique Wolton, qu'il est libre, invisible, sans rétroaction. Il ne demande rien à personne. Avec la télévision on se branche et on se débranche comme on veut. On sait que potentiellement tout le monde peut regarder le même programme à la même heure, même si l'on sait aussi que tout le monde ne la regarde pas : voilà la force du lien social que crée la télévision, réunissant habitants des villes et des campagnes, analphabètes et diplômés, jeunes et vieux devant les mêmes images. Dans les sociétés aussi fractionnées que les nôtres, faites de communautés indifférentes les unes aux autres, ce n'est pas un mince rôle. »

Partant de cette conception, Dominique Wolton montre que la télévision doit assumer une contradiction majeure qui fait sa force et sa faiblesse : dans une « société individualiste de masse », elle doit « permettre la consommation individuelle d'une activité de masse » et gérer simultanément ces deux dimensions contradictoires. Et c'est parce qu'elle est liée à une représentation et à une théorie de la société que la télévision doit demeurer généraliste car « l'individualisme triomphant de la télévision fractionnée ne résout en rien le problème du lien social ». En outre, ajoute Dominique Wolton, « une télévision publique sera mieux placée pour être une télévision authentiquement généraliste, car elle est la seule, si elle est bien faite, à pouvoir offrir un maximum de programmes dont tous ne courent pas l'audience, alors que c'est la contrainte de base, légitime, d'une chaîne privée ».

En écho à Dominique Wolton, Michel Souchon montre dans ETUDES (373-4, octobre 1990) que la télévision publique a, malgré les prophéties pessimistes, un bel avenir devant elle. Encore faut-il que les responsables du secteur public ne se satisfont pas de la « solution automatique et quasi magique » que constituerait la suppression de la publicité sur les écrans publics et qu'ils n'acceptent pas d'accommoder les restes du secteur privé - en l'occurrence la culture : « cette *définition par le reste culturel* (pour



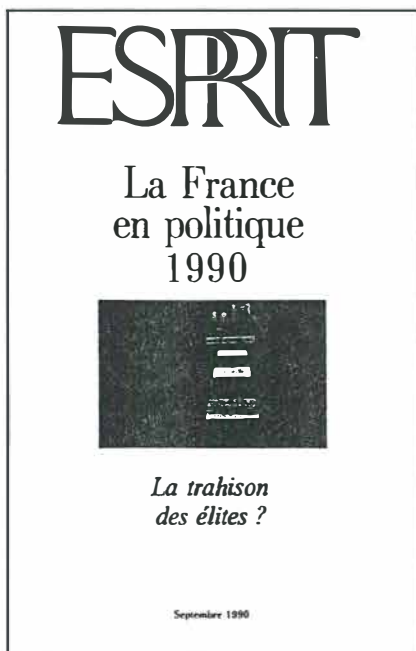
REVUE DES REVUES

ne pas dire le *ghetto culture*) réunit un curieux accord : les partisans d'un service public pur et dur, et les responsables des télévisions commerciales qui verraient d'un bon oeil un partage des rôles réglé par le principe : *A nous l'audience, à vous la culture* ». Or cette télévision élitiste ne rencontrerait aucun public car les personnes visées regardent peu la télévision ou seulement pour se reposer l'esprit. A ces fausses solutions, qui entraîneraient le déclin définitif du service public, il faut opposer, dit Michel Souchon, une idée simple : « il me semble essentiel que le secteur public couvre tous les genres. Mais en faisant les mêmes types d'émissions que les autres, il doit essayer de les faire mieux : avec plus d'exigence et de rigueur, avec un souci déontologique plus marqué. La télévision publique doit diffuser tous les genres que le grand public demande à la télévision (information, fiction, divertissement) mais avec un niveau de qualité supérieur à celui des télévisions commerciales. Elle doit faire aussi des émissions exigeantes (documentaires, magazines) mais en s'adressant au grand public. Le facteur commun, c'est le service du *grand public*. Ce qui justifie la *course à l'audience*. Couvrant tous les genres, la télévision publique doit s'adresser à tous les publics, et non à d'hypothétiques petits publics minoritaires. »

L'exigence et la rigueur doivent être d'autant plus invoquées qu'elles sont de plus en plus mises à mal sur les chaînes publiques et privées. Pour s'en convaincre, il faut faire une brève incursion dans la presse hebdomadaire : TELERAMA (n° 2124, 26 septembre 1990) a enquêté sur le « trucage » et le « bidonnage » et nous en apprend de belles sur la manière dont sont fabriqués certains reportages télévisés. On croit voir la réalité, le « vécu », la vérité même, alors que les reporters nous livrent des documents qui ont été manipulés. « Il existe, écrit Nicole du Roy, des échelons dans le bidonnage. Cela va de la reconstitution, style catacombes, à l'invention, en passant par la scénarisation ou la substitution ». Catacombes ? Les images tournées par *52 à la une* dans les catacombes de Paris « avaient été tournées non dans les catacombes mais dans les carrières de Meudon et la »faune« dûment rémunérée pour ses prestations ». (...) « les récentes images de manifestations contre le président Houphouët-Boigny en Côte-d'Ivoire (...) faute de



pouvoir filmer dans ce pays, ont été tout bonnement empruntées à des manifestations au Nigéria. Est-il vrai, demande Nicole du Roy, que des reporters de La 5 ont demandé aux Roumains de découper les drapeaux devant l'objectif en faisant croire qu'il s'agissait d'une manifestation spontanée ? Est-il vrai que les jeunes garçons prostitués filmés à Nice et à Berlin pour *Carnets de route* (une émission du service public, animée par Christine Ockrent) n'avaient jamais quitté leur studio de Cergy-Pontoise et ont été emmenés là-bas uniquement pour les besoins du reportage ? » Il paraît qu'aux États-Unis le journaliste convaincu de bidonnage voit sa carrière définitivement ruinée. Toujours férus de méthodes à l'américaine, les gens de télévision devraient suivre cet exemple d'auto-discipline.



Tout ne serait-il que manipulation, ou du moins mise en scène ? Dans un article consacré aux « glissements du spectacle politique » (ESPRIT, n° 9, septembre 1990) Jean-Jacques Courtine procède à une utile remise en perspective : « on a jadis reproché à l'éloquence de la chaire d'être mondaine, puis à la parole révolutionnaire d'être théâtrale, comme on le reproche encore au spectacle politique télévisé. (...) Gouverner, c'est savoir montrer. Le spectacle politique contemporain est-il à cet égard plus mensonger que celui dont Versailles a été le fastueux théâtre ? L'expression d' *État-spectacle* convient mieux au siècle de Louis XIV qu'au nôtre, qui est plutôt celui de l'*individu-spectacle*. Les feux du spectacle politique ne se sont jamais éteints : les hommes, les décors, les regards ont changé. (...) Il faut donc cesser tout à la fois de diaboliser et de béatifier la télévision, réfléchir sur la production, la circulation et l'appropriation des images. C'est une

des leçons des bouleversements politiques intervenus cette année à l'Est, au cours desquels la télévision a eu le rôle tout à la fois libérateur et mystificateur que l'on sait. Il est temps également d'apprécier les conséquences politiques, psychologiques et sociales pour la démocratie de la fin de l'éloquence et de l'événement de la communication... »

Parmi les conséquences de la communication médiatique, il en est une que Jean-Claude Guillebaud relève avec colère (LE DÉBAT, n° 60, mai-août 1990) : la corruption du journalisme. « Ce n'est pas forcément

REVUE DES REVUES

la corruption par l'argent, c'est l'insidieuse petite foire aux vanités. Le calfeutrement frileux et élitiste dans un microcosme coupé du petit peuple. La défaite du journalisme dans le marécage mou des dîners en ville ? Hélas... ». A la corruption mondaine, à celle du spectacle, s'ajoute la « corruption plus grave encore et moins immédiatement décelable du vocabulaire. En quelques années, une vraie langue de bois médiatique s'est constituée, à notre insu parfois, niveleuse, rassurante, répétitive, édulcorante. Une langue de bois qui ne transmet plus, à la limite, une information mais un *bruit*. Le journalisme ravalé, en somme, au rang d'une catégorie parmi d'autres de la *communication*, ce concept fourre-tout englobant la pub et les messageries roses. Sacrée défaite ! »

Comment retrouver, dans tous les domaines, le respect du public et le sens du service public qui impliquent l'indépendance, la rigueur et la responsabilité ? Il n'y a, pour le moment, aucune réponse.

B. LA RICHARDAIS

REVUES RECUES

- **CORPS ÉCRIT** - Numéro 35 - Septembre 1990 - Dossier : Les instruments (Jacques Ruffié) - Chez les Pygmées, les outils de l'éphémère - Mots et outils paysans traditionnels - Les mains de l'"Encyclopédie" - L'instrument scientifique à travers l'"Encyclopédie" - Les instruments dans l'enseignement scientifique - Du silex au scanner - Le corps du danseur - L'arsenal freudien - L'instrument de musique.
- **CORPS ÉCRIT** - Numéro 36 - Janvier 1991 - Dossier : Babel ou la diversité des langues. - La tour de Babel sources littéraires et vestiges archéologiques - Babel mythe ou réalité ? - Babel source d'un mythe - Bruegel et Babel - Prologue à Alphabase - Le francarabe - Quiproquos des langues - Les après-midi d'un aphone - Babel sauvée - Le défi linguistique - Le dandysme ou la subversion des langues.
- **LE DÉBAT** - Numéro 63 - Janvier 1991 - Union soviétique, une anarchie en ébullition - Est : le mouvement de l'histoire - Les acteurs du printemps de Pékin - Dossier : Retour de la nation ? - Front National, les motifs d'une ascension - Dossier : Vers une nouvelle identité allemande.
- **LE DÉBAT** - Numéro 64 - Mars-avril 1991 - 76 F - Université : la résistance et l'ouverture - L'École républicaine : maîtres et élèves - A l'heure de la mondialisation - Sciences-Po : sur la formation des élites en France - Le droit contre la politique.
- **ESPRIT** - Numéro 9 - Septembre 1990 - 70 F - Lyon capitale du négationnisme - Le Front National ou le parti-famille - Bien dans son corps, mal dans son âme - De nouvelles élites locales ? - Malaise dans la fonction publique - Diplomatie : le syndrome de la présidence omnisciente - La fin du modèle républicain - Vers une identité postnationale ? Poujadisme intellectuel ? - L'excellence unique, impasse du système d'enseignement français - Les élites françaises - Le sacre de l'entreprise - La difficile relève syndicale - La communication, déclin ou extension de la politique - Les glissements du spectacle politique.
- **ESPRIT** - Numéro 10 - Octobre 1990 - 70 F - Images quotidiennes de la drogue : La mort intermédiaire - La thérapeutique du vide - La tranquillité sur ordonnance - La crise du Golfe et le monde arabe - Le dandysme d'Andy Warhol - L'Etat et la société française - Les dangers de l'unité allemande - Hans Jonas et l'éthique de responsabilité - La leçon de scepticisme de Cioran - L'Algérie, l'Islam et la démocratie.
- **ESPRIT** - Numéro 11 - Novembre 1990 - 70 F - Méditation sur l'action politique - Pierre-Jean Jouve et De Gaulle - Jan Patocka et le nihilisme - Peurs roumaines - La banque européenne : une réponse adaptée aux besoins de l'Est ? - Les événements de l'Est et les pays du Sud - Les nouveaux agriculteurs - La réforme impossible de la justice - L'Europe chrétienne de Jean-Paul II.
- **ESPRIT** - Numéro 12 - Décembre 1990 - 70 F - Dossier : « Où va le journalisme ? » - Affaires et déontologie - Quel journalisme d'investigation ? - Le journaliste au risque de l'argent - Situation morale de la presse économique française - Justes limites de la liberté d'expression - L'opinion française et le tiers monde - L'avenir syrien du Liban.
- **ESPRIT** - Numéro 1 - Janvier 1991 - 70 F - Justice et marché - La culpabilité française - Demy ou le génie du lieu - L'Amazonie, mythe français - Pierre Leroux ou l'invitation à la démocratie - Le cercle des adultes disparus.
- **ESPRIT** - numéro 2 - Février 1991 - 70 F - Dossier : La France des banlieues - Face à l'exclusion - Le risque de ghetto - Tags et zoulous, une nouvelle violence urbaine - Ethnicité, bandes et communautarisme - Pour une intégration communautaire - Immigration et minorités ethniques au Royaume-Uni - Les progrès de l'exclusion - Le coût de la guerre - La dignité humaine, un consensus ? - Juifs et Baltes - Nagasaki et après.
- **ESPRIT** - numéro 3 - Mars-Avril 1991 - 70 F - La liberté individuelle : une responsabilité sociale - Choix de vie et liberté - L'après-gorbatchévisme - Jours tranquilles à Belfast - Le juge : une idée neuve en Europe - Démocratisation culturelle : la fin d'un mythe - Dans la forêt des bibliothèques - Quelle(s) bibliothèque(s) de France ? - La lecture publique entre discours et pratiques - Politique du livre et de la lecture.
- **ÉTUDES** - Septembre 1990 - 48 F - La guerre perdue de la drogue en Asie - L'urbanisation explosive du tiers monde - Crise du politique ou inadaptation des partis ? - Où va la linguistique ? - César Franck - Religions, traditions et fondamentalismes - Islam et christianisme - La demande de sacrement - La Constitution civile du Clergé - La vocation du théologien.
- **ÉTUDES** - Octobre 1990 - 48 F - Conflit pour les rives du Sénégal - Violence et liberté - Néo-libéralisme aux États-Unis - L'entreprise a-t-elle vraiment changé ? - Les antinomies de la méritocratie - Un avenir pour la télévision publique - Le cancer et ses causes - Elias Canetti - Les catholiques et le communisme depuis 1945 - Génération de prêtres en France.
- **ÉTUDES** - Novembre 1990 - 48 F - Mystique et République. De Gaulle et la

légitimité - L'Unification allemande - Quel avenir pour le marxisme ? - Qu'est-ce que la modernité ? La question de l'« Art sacré » - L'Europe se regarde vieillir.

■ **ÉTUDES** - Décembre 1990 - 48 F - Le cinéma indien - Acte analytique et vérité - Dimensions de l'éthique - l'antisémitisme en Pologne - Les années 1990 pour la France - Les jésuites en Chine - Ambiguïtés et faiblesses du Japon - Moderniser l'Administration.

■ **ÉTUDES** - Janvier 1991 - 48 F - Changement et continuité au Nicaragua - Obstacles au développement en Afrique noire - Les politiques en faveur de la natalité - Une expérience du cancer - Le prix de la parole - Aux sources de la politique de Ghandi - Mozart, musicien de l'incarnation - Mario Vargas Llosa - Les catholiques tchèques : le retour en Europe - « Communion et Libération » en Italie.

■ **ÉTUDES** - Février 1991 - 48 F - La notion de « guerre juste » - Bilan de l'ère thatchérienne - En Haïti, l'espoir - Un voyage à Moscou - Xenakis - Parler du Sida au lycée - Réincarnation et résurrection - Poésie et transcendance - L'animal de compagnie - Bigarrure religieuse au Brésil.

■ **ÉTUDES** - Mars 1991 - 48 F - Finir la guerre - Proche-Orient : un noeud de conflits - L'enfant et le conflit conjugal - Musulmans en France - Mourir loin de la terre natale - Entre la réflexion et l'action - Walter Percy, romancier catholique américain - La télévision vaudeville - Le père Pedro Arrupe - La Bible comme mémoire culturelle - La voie d'Ignace de Loyola.

■ **FRANCE FORUM** - numéro 263-264 - 30 F - Juillet septembre 1990 - Japon, paradoxes de la puissance - La vérité en crise - La liberté pour quoi faire ? - En 1990, que veut le Tiers-État ? L'aube de la chrétienté occidentale - St Bernard : mystique et politique - Francisque Gay ambassadeur au Canada.

■ **LUMIERES DE LA VILLE** - Numéro 2 - Juin 1990 - 90 F - Ville et démocratie à l'Est : L'espace totalitaire - Le cauchemar systématisé - Brasov, carrefour des ethnies - Mémoire de Berlin - Varsovie, Wrocław, Berlin, banlieue de ma mémoire - Ville et démocratie à l'Ouest : Le Pen, le peuple et le contrat social - Que faire des grands ensembles ? - Retour à la grande borne - Un regard sur les seuils de logement sociaux - République et communauté - André Diligent et Roubaix.

■ **LUMIERES DE LA VILLE** - Numéro 3 - Février 1991 - 90 F - Nous vous l'avions bien dit ! - Guerre de la ville et/ou ville en guerre ? - De la guerre éventuelle à la cité probable - Staccato - Formes de guerre, formes de villes - La guerre : Instantanés - Entretiens avec Henri Gaudin - Antonin J. Liehm, Patrick Volson - Nîmes, de médias en médiance, Montpellier-sur-mer - Les cinq Paris - L'école dans la pyramide - St-Michel-sur-Orge en devenir - Toulouse ou la nécessité d'un récit multiple

■ **LES NOUVEAUX CAHIERS** - Numéro 102 - Automne 1990 - Dossier : « Les Juifs à l'Est » (Hongrie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie - Lire la Tora à l'âge d'or du judaïsme - Spinoza, un marrane de la raison ? - La double solitude de la jeunesse israélienne - Le sionisme, origine et devenir.

■ **LES NOUVEAUX CAHIERS** - Numéro 103 - Hiver 1991 - 50 F - Guerre et paix dans le Golfe - Sciences, éthique et société - René Cassin : redonner confiance à l'humanité - Les dilemmes de la gauche israélienne - La conférence de Czerwowitz - En quête de légitimité - L'ère des manifestes - Aaron Zeitlin pourfendeur de faux messies.

■ **RECHERCHE SOCIALE** - Numéro 115 - Juillet/septembre 1990 - Dossier : « Le devenir de l'espace rural français ».

■ **RECHERCHE SOCIALE** - Numéro 116 - Octobre 1990 - 70 F - La territorialisation de la formation professionnelle.

■ **RECHERCHE SOCIALE** - Numéro 117 - Janvier-mars 1991 - 70 F - L'accès au logement des populations à très faibles ressources.

■ **LA REVUE DU MAUSS** - Numéro 9 - 3ème trimestre 1990 - La socio-économie, une nouvelle discipline ? - Pour une science sociale déontologique - Vers une nouvelle sociologie économique - Déterminants sociaux de la formation des prix (I) - Le MAUSS a-t-il perdu son âme ? - Anti-utilitarisme ou anti-intérêtisme ? - Recherche désespérément une morale anti-utilitariste - La théorie économique : mythes et réalités - Le marché : un système économique incomplet - Pour une histoire économique optimiste.

■ **LA REVUE DU MAUSS** - Numéro 10 - La place de l'Islam chez Max Weber - Économie et souveraineté chez G. Dumézil - Déterminants sociaux de la formation des prix (II) - Libéralisme et démocratie - L'ordre chez Hayek - Intelligence artificielle et cosmogonie gigogne - Gaïa : de l'hypothèse au mythe - Implication et surimplication - Épistémologie versus méthodologie économique - Libéralisme, utilitarisme, économie politique d'après Elie Halévy.

■ **LA REVUE DU MAUSS** - Numéro 11 - 1er trimestre 1991 - 68 F - Dossier : Donner, recevoir et rendre, l'autre paradigme - Le don existe-t-il encore ? Le don n'est ni abandon, ni pardon - Du don à la dette - Le marché comme simulacre du don - La fin de la banalyse - Une soirée à l'Ambroisie - A propos de « Le sexe du don » - La République des gens de bien - Loi du sang et parenté - Don et usure.

Cité

Revue de la Nouvelle Citoyenneté

Sommaires des anciens numéros

- Numéro 1 (épuisé) - Quelle défense nationale ?
- Numéro 2 - L'épreuve du terrorisme - Le dialogue social (Emmanuel Mousset) - Libéralisme : le vent d'Amérique (Alain Solari) - La psychiatrie en question (1) (Julien Betbèze) - Littérature (Philippe Barthelet) - Les lectures talmudiques d'Emmanuel Lévinas (Ghislain Sartoris) - Faus-ses promesses de Monsieur Garaudy (Alain Flamand).
- Numéro 3 - La psychiatrie en question (2) (Julien Bet-bèze) - Les hommes du pouvoir (Emmanuel Mousset) - Libéralisme à l'américaine (Alain Solari) - Quelle politique industrielle ? (entretien avec Jean-Michel Quatrepoint) - Défense : nouvelles données (entretien avec le général Pierre Gallois) - Hugo von Hofmannsthal (Philippe Barthelet) - "Finnegans Wake" de James Joyce (Ghislain Sartoris).
- Numéro 4 - Introduction à l'oeuvre de René Girard (Paul Dumouchel) - Table ronde avec René Girard et Jean-Pierre Dupuy - Municipales 1983 (Emmanuel Mousset) - "Polo-naise" (Luc de Goustine) - Le théâtre de Gabriel Marcel (Philippe Barthelet)
- Numéro 5 - Tocqueville et la démocratie - "La Révolution conservatrice américaine" de Guy Sorman (Bertrand Renou-vin) - L'Après féminisme (Emmanuel Mousset) - Réflexion sur l'insécurité (entretien avec Philippe Boucher) - Voyage en URSS (Michel Fontaurelle) - "Le sanglot de l'homme blanc" de Pascal Bruckner (Alain Flamand) - "Le sujet freudien" (Julien Betbèze).
- Numéro 6/7 - Entretien avec Jean-Marie Domenach - Citoyenneté et politique professionnelle (Léo Hamon) - La France peut-elle avoir une ambition ? (Alain Solari) - Pouvoir et liberté chez Benjamin Constant - Pour une croissance autocentrée (Patrice Le Roué) - L'extériorité du social (Marcel Gauchet) - Deuxième gauche : premier bilan (Emmanuel Mousset) - Voyage en Chine (1) (Michel Fontau-relle) - La fée de Noël (Rémy Talbot) - La sagesse de Raymond Abellio (M. Dragon) - "Fiasco" d'Olivier Poivre d'Arvor (Catherine Lavaudant).
- Numéro 8 (épuisé) - Entretien avec Edgar Morin.
- Numéro 9 - L'Union soviétique (entretien avec Marko Markovic) - La politique et la conscience (Vaclav Havel) - La pensée dissidente dans les pays de l'Est (Martin Hybler) - Voyage en Chine (3) (Michel Fontaurelle).
- Numéro 10 - Racisme : nature et différences (Jean-Pierre Dupuy) - La clé de voûte (Noël Cannat) - Hérité et pouvoir sacré (Yves La Marck) - L'année de Gaulle (R. Latour) - Voyage en Chine (4) (Michel Fontaurelle).
- Numéro 11 - La nature du pouvoir royal (entretien avec Emmanuel Le Roy Ladurie) - A propos de Jan Patocka (Martin Hybler) - L'alliance et la menace (Yves La Marck) - Analyse du R.P.R. (Jean Jacob) - Le tournant historique de 1984 (Jean Jacob) - A propos de Sollers (Alain Flamand) - République et politique étrangère (Paul-Marie Couteaux).
- Numéro 12 - La nature du lien social (entretien avec Marcel Gauchet) - La main invisible (Jean-Pierre Dupuy) - Vertus et limites du déséquilibre (Yves La Marck) - Regard sur l'Allemagne (B. La Richardais) - Grall et Clavel : les complices (Rémy Talbot) - Richard III de Walpole (Martin Hybler).
- Numéro 13 - Entretien avec Georges Dumézil - Dumézil et l'imaginaire indo-européen (Yves Chalas) - Portrait de G. Dumézil (Philippe Delorme) - A quoi sert le "Figaro-magazine" ? (Emmanuel Mousset) - René Girard, lecteur

d'Hamlet - Mario Vargas Llosa (François Gerlotto) - Nigéria, le mal aimé ? (F. et I. Marcilhac) - Le succès de Jacques Bainville (Igor Mitrofanoff).

■ Numéro 14 - Numéro spécial sur Gabriel Marcel avec Joël Bouëssée, Miklo Veto, Pietro Prini, Jeanne Parain-Vial, Simone Plourde, René Davignon, Yves Ledure, Pierre Colin, Jean-Marie Lustiger.

■ Numéro 15 - Les chemins de l'Etat (Blandine Barret-Kriegel) - La notion de souveraineté (Patrick Louis) - L'Etat capétien (Xème-XIVème siècle) (Philippe Cailleux) - Qu'allez-vous voir à Jérusa-lem ? (Yves La Marck) - L'individu, l'Etat, la démocratie (B. La Richardais) - Jorge-Louis Borges (Joël Doutreleau) - Jakub Deml, le prêtre maudit (Luc de Goustine) - Du gouvernement selon St Thomas (Bernard Bourdin).

■ Numéro 16 - Entretien avec Léon Poliakov - Le phénomène monarchique dans l'histoire (Roland Mousnier) - Théorie de la justice chez John Rawls (Bertrand Julien) - Recherches sur l'individualisme - Hiérarchies (B. La Richardais) - Comprendre le Japon (Christian Mory).

■ Numéro 17 (épuisé) - Numéro spécial sur Emmanuel Lévinas.

■ Numéro 18 - Du libéralisme économique (Alain Parguez) - Comprendre la crise (table ronde avec Paul Dumouchel, Christian Stoffaës, Gérard Destanne de Bernis et André Grjebine) - "Les métamorphoses de la valeur" de G.-H. de Radkowski (Philippe Trainar) - Théorie du circuit et condamnation du libre-échange (Frédéric Poulon) - Un flâneur à San Francisco (Michel Fontau-elle) - Maurras et Comte (Emmanuel Lazinier).

■ Numéro 19 - Le système Gorbatchev (Martin Hybler) - Antigone en Russie (Luc de Goustine) - Comprendre l'Union soviétique (entretien avec Alexandre Adler) - Pays de l'Est : à la recherche de l'histoire (Martin Hybler) - L'Europe en revues (B. La Richardais) - Une solution pour les pays en voie de développement (Areski Dahmani) - Maurras et Comte (Gérard Leclerc).

■ Numéro 20 - Critique de la communication (entretien avec Lucien Sfez) - Trois remarques sur la culture (Yves Chalas) - Crise de l'éducation (Philippe Cailleux) - Crise de la littérature (Luc de Gc-u tine) - Est-ce la mort de l'Art ? (Alain Flamand) - Splendeur et misère de la critique cinématographique (Nicolas Palumbo) - Intellectuels et politiques (Yves Landevennec) - James Buchanan (Xavier Denis-Judicis) - Découverte à Glozel (François-Marin Fleutot) - Les droits, la loi (B. La Richardais) - Nouvelles littératures chinoises (G. Guiheux).

■ Numéro 21 - Dossier «Révolution 1789» : Entretien avec Fran-çois Furet - Colloque «Célébrer 1789» (interventions de Blandine Barret-Kriegel, Jacques Solé et Lucien Sfez) - Les prémices de la Révolution en Limousin (Luc de Goustine) - L'opinion avant la Révolution (Philippe Cailleux) - Evénements méconnus de la Révolution (Philippe Delorme) - Burke et la représentation nationale (Norbert Col) - David, l'Art et la Révolution (Alain Flamand) - Images des Seychelles (Michel Fontaurelle) - Note sur les États-Unis (François Prudhomme).

■ Numéro 22 - Dossier «Sociologie» : Entretien avec Georges Balandier - Bonald prophète de la société (Patrick Cingolani) - Ballanche et l'excès révolutionnaire (Georges Navet) - Comte et Littré devant la déchirure sociale - De la sociologie de l'intérêt à l'intérêt de la sociologie (Pierre-Paul Zalio) - Origine et vertus de la redécouverte de F. Le Play - La culture contre la liberté (Pascal Bruckner) - L'exemple du Kosovo (Didier Martin) - La question de l'éthique.

■ Numéro 23 - Numéro spécial d'hommage à Maurice Clavel avec les contributions de Marie Balmay, Hélène Bleskine, Roland Castro, Jean Daniel, Jean-Toussaint Desanti, Jean-Paul Dollé, André Frossard, François Gachoud, Luc de Goustine, Alain Jaubert, Jean-Pierre Le Dantec, Edgar Morin, Philippe Nemo, Rémy Talbot.

■ Numéro 25 - Dossier «Immigration» : Entretien avec Gérard Noiriel - Immigration, nation, natalité (Jean-Claude Barreau) - L'immigration en perspective (Michel Hannoun) - De l'affaire du voile au voile de l'affaire (Pierre-Paul Zalio) - Entretien avec Harlem Désir - L'exclusion comme nécessité tragique ? - Voyage dans un festival "zulu" (Olivier Masclet) - Si Louis XV m'était conté (Marc Desaubliaux) - Mémoires d'Europe.



Prix de chaque numéro : 35 F